

UNIVERSITÉ FÉLIX HOUPHOUËT-BOIGNY D'ABIDJAN-COCODY



UFR : SCIENCES DE L'HOMME ET DE LA SOCIÉTÉ (SHS)



DÉPARTEMENT DE SOCIOLOGIE

ANNÉE ACADÉMIQUE : 2017-2018

## MÉMOIRE DE MASTER

**Spécialité** : Sociologie de l'économie et de l'emploi

### Dépenses scolaires et stratégies de résilience des élèves de Diégonéfla par l'auto-emploi informel

KOMENAN Douklou Landry  
*Licencié ès Sociologie*

**Sous la direction de :**

Dr. N'DOLY Adouobo Christophe  
*Maître-Assistant*

**Sous la supervision de :**

M. YAO Gnabéli Roch  
*Professeur titulaire de sociologie*

**Dépenses scolaires et stratégies de résilience des élèves de  
Diégonéfla par l'auto-emploi informel**

*Par*

**KOMENAN Douklou Landry**

## SOMMAIRE

|  |           |
|--|-----------|
| SOMMAIRE .....   | 3         |
| DÉDICACE.....  | 4         |
| REMERCIEMENTS.....   | 5         |
| LISTE DES CYGLES ET ACRONYMES .....  | 6         |
| LISTE DES TABLEAUX.....  | 7         |
| RÉSUMÉ.....  | 8         |
| ABSTRACT.....  | 9         |
| INTRODUCTION.....  | 10        |
| <u>Première partie</u> : CADRE THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE.....  | <b>13</b> |
| Chapitre I : CADRE THÉORIQUE DE L'ÉTUDE.....   | 14        |
| Chapitre II : CADRE MÉTHODOLOGIQUE DE L'ÉTUDE.....   | 46        |
| <u>Deuxième partie</u> : PRÉSENTATION DU TERRAIN DE L'ÉTUDE.....   | 56        |
| Chapitre III : PRÉSENTATION DU TERRAIN DE L'ÉTUDE.....   | 57        |
| <u>Troisième partie</u> : LES RÉSULTATS DE L'ÉTUDE.....  | 60        |
| Chapitre IV : LES REPRESENTATIONS SOCIALES QUE SE FONT LES ELEVES DES<br>DEPENSES SCOLAIRES ET DE L'ÉCOLE..... | 61        |
| Chapitre V : LES PRATIQUES DEVELOPPEES PAR LES ELEVES DANS L'AUTO-<br>EMPLOI.....                              | 68        |
| Chapitre VI : LES IMPLICATIONS SOCIALES LIEES A CES PRATIQUES.....   | 76        |
| CONCLUSION.....  | <b>81</b> |
| BIBLIOGRAPHIE.....   | 82        |
| ANNEXES .....  | 86        |
| TABLE DES MATIERES .....   | 87        |

## **DÉDICACE**

*A toute ma famille qui a cru en moi.*

*A mes amis et collègues qui m'ont soutenu.*

*J'ose espérer que la lecture de cette œuvre éveillera*

*en vous le gout du savoir et du travail bien fait.*

## REMERCIEMENTS

Notre reconnaissance va à l'endroit du Docteur N'Doly Adouobo Christophe dont la direction de ce travail revient en premier lieu. Aussi, nous voudrions remercier le Professeur Yao Gnabéli Roch, de l'Institut d'Ethnosociologie, Professeur titulaire de sociologie et directeur du Laboratoire de Sociologie Economique et d'Anthropologie des Appartenances Symboliques (LAASSE), pour son profond attachement à la recherche scientifique, aux valeurs cardinales qui le caractérisent et à l'intérêt qu'il a accordé à notre étude ainsi qu'à tous ces collègues dont le Professeur Lida Serge, et le Docteur Lognon Jean Louis, Docteur Barnabé qui n'a ménagé aucun effort à nous orienter à travers des conseils avisés.

Nous tenons, également, à remercier Mr Komenan Gnaguié et Mme Kouadio Mana Elyse qui par leur soutien moral et financier, ont permis à la réalisation de ce mémoire. Aussi, notre gratitude va à l'endroit du Sous-préfet de Diégonéfla ainsi qu'aux différents responsables des établissements et à travers eux à toute la communauté de Diégonéfla pour leur implication au niveau de la bonne marche de notre étude de terrain.

Enfin nos remerciements s'adressent à tous les amis, organisations et à ceux qui d'une manière ou d'une autre, ont bien voulu nous prêter de leur précieux concours quant à la conception de cet ouvrage. Nous citons Késsé Arnaud, doctorant au département de sociologie, N'Golo Coulybali, Ouassa Franck Emmanuel, Dje Dje Stanislas, Sagou Danielle, Memain Brice.

## **LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES**

**AFD** : Agence Française de Développement

**AGEPE** : Agence d'étude et de promotion de l'emploi

**AGR** : Activités Génératrices de Revenues

**BEPC** : Brevet d'étude du premier cycle

**BIT** : Bureau International du Travail

**CEPICI** : Centre de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire

**COGES** : Comité de Gestion des Etablissements Scolaires Publics

**ENV** : Enquête sur le Niveau de Vie

**EPT** : Ecole pour Tous

**FOPAO** : Fédération Africaine des Organisations des employeurs d'Afrique de l'ouest

**IES** : Institut d'Ethnosociologie

**LAASSE** : Laboratoire de Sociologie Economique et d'Anthropologie des Appartenances Symboliques

**LMD** : Licence Master Doctorat

**OCDE** : Organisation de Coopération et de développement économique

**OIT** : Organisation Internationale du Travail

**ONU** : Organisation des Nations Unies

**OMD** : Objectif du Millénaire pour le Développement

**PIB** : Produit Intérieur brut

**PTF** : Partenaires Techniques et financiers

**RGPH** : Recensement Général de la Population et de l'Habitat

**SOTRA** : Société des Transports Abidjanais

**UNESCO** : Organisation des Nation Unies pour l'Education, la Science et la Culture

**UNICEF** : Fonds des nations Unies pour l'enfance

**UTTM** : Union des Transporteurs de Taxis-motos

## **LISTE DES TABLEAUX**

|   |    |
|---|----|
| Tableau 1 : Opérationnalisation de la variable dépendante : l'échec de la résilience. | 43 |
| Tableau 2 : Opérationnalisation de la variable indépendante : la non-assistance.....  | 45 |
| Tableau 3 : Effectif des élèves enquêtés selon les écoles fréquentées.....            | 51 |

## RÉSUMÉ

Avec les différentes crises militaro-politiques que connaît la plupart des pays africains et en particulier la côte d'ivoire, nous assistons à une dégradation du système scolaire ivoirien, engendrant ainsi des répercussions profondes sur certains ménages dans la prise en charge des dépenses scolaires de leurs enfants.

En effet, depuis 1985, date des premières évaluations de la pauvreté en Côte d'Ivoire, les conditions de vie des ménages n'ont cessé de se détériorer suite à une crise socio-politique. Ainsi, le ratio de pauvreté est passé de 10% en 1985 à plus de 32,6% en 2002. A ce tableau très peu reluisant, est venue s'ajouter, depuis septembre 2002, la crise militaro-politique qui a secoué la Côte d'Ivoire. Cette crise a non seulement accentué la dégradation des conditions de vie des ménages, mais a aussi donné naissance à de nouveaux phénomènes comme la détérioration d'une partie de l'outil de production, la destruction massive des biens, la destruction des infrastructures sociales, la dislocation des biens, la cherté de la vie des élèves à travers une hausse des dépenses scolaire et la dégradation des conditions de vies scolaire. De ce fait, face à l'impuissance de leurs parents à faire face aux dépenses scolaires, les élèves de la ville de Diégonéfla vont développer des stratégies de résilience par l'auto-emploi informel pour faire face à cette situation de prise en charge des dépenses scolaires.

De ce fait, cette étude portée sur « Dépenses scolaires et stratégies de résilience des élèves de Diégonéfla par l'auto-emploi informel » a pour objectif principal l'analyse des logiques sociales qui sous-tendent la persistance des problèmes au niveau des dépenses scolaires des élèves de Diégonéfla.

Ainsi donc, pour mener à bien cette étude, nous avons privilégié l'approche qualitative et fait aussi usage de l'analyse de contenu pour une meilleure compréhension de ce fait. Les résultats montrent qu'en dépit du caractère résilient de ces élèves, l'on observe un échec de cette résilience à cause des logiques sociales qu'ils ont des dépenses scolaires et de l'école.

**Mots clés :** Dépense scolaire, résilience, auto-emploi, échec de la résilience, non-assistance



## ABSTRACT

With the various military-political crises in most African countries, particularly the Ivory Coast, we are witnessing a deterioration of the Ivorian school system, which has had a profound impact on some households in the coverage of school expenses of their children.

Indeed, since 1985, the date of the first assessments of poverty in Côte d'Ivoire, the living conditions of households have steadily deteriorated following a socio-political crisis. Thus, the poverty ratio increased from 10% in 1985 to more than 32.6% in 2002. To this very gloomy picture, has been added, since September 2002, the military-political crisis that shook the Côte Ivory. This crisis has not only accentuated the deterioration of the living conditions of households, but has also given rise to new phenomena such as the deterioration of part of the production tool, the massive destruction of property, the destruction of social infrastructure, the dislocation of property, the high cost of living of pupils through an increase in school expenses and the deterioration of school conditions. As a result, faced with the powerlessness of their parents to cope with school expenses, students in the city of Diégonéfla will develop resilience strategies in self-employment to cope with this situation of expense management school.

As a result, this study focused on "School spending and resilience strategies of Diégonéfla students in self-employment" has as main objective to analyze the resilience strategies developed by students in the face of school expenses.

Thus, to carry out this study, we have privileged the qualitative approach and also use the content analysis for a better understanding of this fact. The results show that, despite the resilience of these students, we observe a failure of this resilience because the resources obtained are misused and those because of the non-assistance of parents in this process of resilience and also the logic they have from school.

Keywords: School expenditure, resilience, self-employment, resilience failure, non-assistance

## INTRODUCTION

L'objectif d'une approche de l'éducation fondée sur les droits de l'homme est simple : assurer à chaque enfant une éducation de qualité qui respecte et promet son droit à la dignité et à un développement optimal. Réaliser cet objectif est cependant considérablement plus complexe. Le droit à l'éducation figure parmi les principales priorités de la communauté internationale. Il est affirmé dans de nombreux traités relatifs aux droits de l'homme et reconnu par les gouvernements comme essentiel au développement et aux transformations sociales. Cette reconnaissance est illustrée par les objectifs, les stratégies et les buts définis à l'échelle internationale au cours des vingt dernières années. Les objectifs de l'Éducation pour Tous ont été fixés à Jomtien (Thaïlande) en 1990 et réaffirmés lors du Forum mondial sur l'éducation tenu à Dakar (Sénégal) en 2000. Avec les Objectifs du Millénaire pour le développement, fixés en 2000, les gouvernements du monde entier se sont engagés à réaliser d'ici 2015 l'accès universel à un enseignement primaire gratuit, obligatoire et de qualité. Dans « Un monde digne des enfants », document de conclusion de la session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée aux enfants, en 2002, les gouvernements ont réaffirmés ces engagements et sont convenus d'une série de stratégies et d'actions afin de pouvoir les tenir. Des objectifs plus ambitieux ont été fixés dans de nombreuses régions. De plus en plus souvent, par exemple, des pays d'Amérique latine et des Caraïbes rendent la scolarisation obligatoire pour les enfants d'âge pré-primaire. Ces diverses stratégies ont eu un effet : en 1948, lorsque l'éducation a été reconnue comme un droit de l'homme, une minorité seulement des enfants du monde avaient accès à une éducation formelle ; aujourd'hui, une majorité d'entre eux vont à l'école et la participation à l'éducation formelle au-delà des niveaux élémentaires a progressé.

Cependant, les progrès réalisés jusqu'à présent sont loin de suffire. Les statistiques de l'UNESCO sur la scolarisation font apparaître qu'en 2004, 77 millions

d'enfants n'étaient toujours pas scolarisés. Selon les sources de l'UNICEF, ce chiffre peut atteindre 90 millions d'enfants pour 2005–2006, d'après les chiffres de la fréquentation scolaire fournis par les enquêtes sur les ménages. Dans de nombreuses régions, les filles sont très en retard. Dans d'autres pays, se pose le problème des mauvais résultats scolaires des garçons. La pauvreté est un obstacle fondamental à la scolarisation, à l'achèvement de l'enseignement primaire et secondaire et à de bons résultats scolaires, et les enfants issus de minorités ethniques et de communautés autochtones ont systématiquement de mauvais résultats.

C'est ainsi que, depuis un certain moment, avec l'avènement des différentes crises militaro-politique qu'a connu la Côte d'Ivoire entraînant ainsi une récession de son économie vont provoquer une augmentation des dépenses en éducation au niveau de l'Etat et au niveau des ménages.

Ainsi donc, conscient du fait que l'éducation constitue un droit fondamental, indispensable au développement de l'individu et de la société, le gouvernement ivoirien a pris l'option d'aller vers une éducation de qualité pour tous. La volonté politique nettement affichée d'atteindre la scolarisation universelle a toujours guidé les actions en faveur du secteur de l'éducation, même si sa mise en œuvre est souvent contrariée par les crises économiques et socio-politiques récurrentes. Cette politique a permis d'atteindre des résultats non négligeables. Ainsi, le TBS primaire est passé de 83% en 2011 à 95,5% en 2015. L'état des lieux de l'école ivoirienne révèle en outre que le sous-secteur de l'éducation nationale et de l'enseignement technique, durant la période 2011-2015, se caractérise globalement par une amélioration de l'accès à tous les niveaux, des taux d'achèvement et taux de réussite aux différents examens. Cette amélioration est rendue possible grâce à la mobilisation toujours plus importante des ressources publiques (20 à 22% du budget soit 4% du PIB), la forte implication des ménages (30 à 37% des dépenses totales en éducation), notamment à travers les Comités de Gestion des Etablissements Scolaires publics (COGES) et un appui constant des Partenaires Techniques et Financiers (PTF). Aujourd'hui, l'Etat de Côte

d'Ivoire, à travers la volonté du président de la république, s'engage à rendre l'école effectivement gratuite pour le primaire et obligatoire pour les enfants de 6-16 ans dès l'année scolaire 2015-2016. Au niveau de l'enseignement supérieur, la réforme LMD et la construction de nouvelles universités participent de cette volonté. L'objectif étant de réinstaller l'école dans ses fondamentaux et d'améliorer l'accès et la qualité de l'éducation et de la formation.

Mais malgré tous ces efforts fournis par le gouvernement, la question des dépenses scolaires demeure toujours une préoccupation majeure pour certaines catégories de personne en l'occurrence la population rurale. Alors pour ce faire, conscient de leur situation économique instable et dans le souci de se garantir un avenir meilleur, certains jeunes des zones rurales vont développer des stratégies de résilience, stratégies à travers lesquelles ils pourront palier à leurs problèmes. Cependant, il ressort que malgré tous les efforts fournis par ces derniers afin de pouvoir faire face aux dépenses scolaires, il y'a toujours une persistance au niveau des problèmes liés à la question des dépenses scolaires pour ces derniers. Cette situation difficile que traversent en général les élèves de la Côte d'Ivoire et en particulier les élèves de la ville de Diégonéfla en dépit des stratégies de résilience développées par l'auto-emploi par ces derniers nous amène à poser la question suivante :

- Quelles sont les logiques sociales qui sous-tendent l'auto-emploi des élèves en dépit des dépenses scolaires générées par leurs parents ?

Pour répondre à cette question, il est important d'analyser les logiques sociales qui sous-tendent la persistance des problèmes au niveau des dépenses scolaires des élèves de Diégonéfla. Pour ce faire, notre étude sera fondée sur une approche qualitative. Sur ce, notre travail s'articule autour de trois parties dont : Le cadre théorique et méthodologique de l'étude, la présentation du terrain de l'étude et les résultats de l'étude.

PREMIERE PARTIE :  
**Cadre théorique et méthodologique de l'étude**

## CHAPITRE I : CADRE THEORIQUE

### **I - Contexte et justification de l'étude**

#### **1- Contexte de l'étude**

La Côte d'Ivoire a connu, pendant plus d'une décennie, l'une des crises les plus graves de son histoire. Après une longue période de relative croissance et de prospérité, de l'indépendance jusqu'au début des années 1980, l'économie ivoirienne est entrée dans une phase de récession, accentuée par les remous socio-politiques de la décennie 1990. La croissance économique, après la dévaluation de 1994, est passée de 5,7% en 1997 à - 2,7% en 2000 et cette tendance à la baisse s'est poursuivie les années suivantes, malgré l'accalmie et la légère reprise observée en 2001.

Cette récession économique, doublée d'une crise socio-politique a eu un impact négatif sur les conditions de vie des ménages. En effet, depuis 1985, date des premières évaluations de la pauvreté en Côte d'Ivoire, les conditions de vie des ménages n'ont cessé de se détériorer. Ainsi, le ratio de pauvreté est passé de 10% en 1985 à plus de 32,6% en 2002 (ENV2002). De plus, avec la raréfaction des ressources publiques, les investissements dans les services sociaux de base santé, éducation, infrastructures, etc. Ont considérablement baissé entraînant une diminution de l'offre de ces services. Aujourd'hui, très peu de ménages ivoiriens ont accès à ces services, ce qui est susceptible de les maintenir dans une situation durable de pauvreté. A ce tableau très peu reluisant, est venue s'ajouter, depuis septembre 2002, la crise militaro-politique qui a secoué la Côte d'Ivoire. Cette crise a non seulement accentué la dégradation des conditions de vie des ménages, mais a aussi donné naissance à de nouveaux phénomènes comme la détérioration d'une partie de l'outil de production, la destruction massive des biens, la destruction des infrastructures sociales, la dislocation des biens, la cherté de la vie des élèves à travers une hausse

des dépenses scolaire et la dégradation des conditions de vies scolaire et pour couronner le tout, la chute du prix de certaines matières premières tels que le Cacao et le Café dont dépendent entièrement certaines localités de l'intérieur de la Cote d'Ivoire tel que la ville de Diégonéfla en exemple qui est notre terrain d'étude . En effet, suite à la crise post-électorale qui a prévalu en Côte d'Ivoire de 2010 à 2011, l'on assiste à une chute du prix du kilogramme de Cacao qui est passé de 1100 francs CFA en 2009-2010 à 700 francs CFA ce qui a engendrer des problèmes économiques au niveau de ces ménages en milieu rural. Et cela peut se percevoir clairement au niveau de la ville de Diégonéfla ou les paysans, faute de moyens financiers sont confrontés à des problèmes de scolarisation de leurs enfants car les dépenses scolaires sont multiples et élevées (Payement au niveau du COGES, inscription en ligne, l'inscription physique, les tenues scolaires, les documents et cahiers et enfin le transport et la nourriture. Afin de faire face à cette situation, les ménages de Diégonéfla vont multipliés les actions au niveau des AGR (Activités Génératrices de Revenus) c'est-à-dire la vente de boisson communément appelée Bangui, la vente de vivriers tels que la banane, le riz etc. Mais ces mesures s'avèrent insuffisantes pour subvenir aux besoins scolaires de leurs enfants. Face à cette situation de précarité économique de leur parent et conscient de leur conditions difficile de vie scolaire qu'ils travers chaque année, les élèves de Diégonéfla vont trouver refuge dans certaines activités informelles développées comme stratégies de résiliences dans l'auto-emploi. Dans cette étude, se sont les réalités des dépenses scolaires et de la résilience des élèves par l'auto-emploi des élèves de la ville de Diégonéfla qui nous intéresse dans cette étude.

## **2 - Justification du choix de l'étude**

### ***2.1 Intérêt personnel***

Elle tient au fait que nous voulons nous spécialiser dans le domaine de la sociologie de l'emploi et de l'insertion professionnelle et porter notre réflexion sur la situation que vivent les élèves de Diégonéfla. En d'autres termes, nous voulons nous

intéresser aux élèves de Diégonéfla dans leurs stratégies de résilience. Aussi, notre intérêt personnel porté sur cette étude fut un étonnement de voir les jeunes élèves disposants d'un appui financier des parents s'adonnés à des activités à caractère informel pour faire face aux dépenses liées à l'école. C'est donc pour nous, en tant que chercheur, un dépassement de la réalité sociale.

## **2.2 Intérêt social**

Pour ce qui est de l'intérêt social, les résultats de notre étude permettront à l'Etat de Côte d'Ivoire de connaître les réalités socio-économiques qui environnent le vécu des élèves de la ville de Diégonéfla et qui les conditionnent à l'auto-emploi. En plus de cela, ces résultats conduiront l'Etat à renforcer les mesures au niveau de l'éducation et à la promotion de l'entreprenariat.

## **2.3 Intérêt scientifique**

L'unique motivation pour ce sujet réside dans le fait qu'il n'existe pas d'étude scientifique exhaustive sur les réalités socio-économiques qui poussent les élèves à s'auto-employer dans le domaine des activités informelles dans la ville de Diégonéfla pour faire face aux dépenses liées à l'école.

En effet, les études effectuées sur l'auto-emploi chez les jeunes se confirment pour la plus part soit pour montrer que les jeunes sont les plus touchés par le chômage et qu'ils entreprennent pour compenser la douleur du chômage tout en négligeant les réalités socio-économiques qui les poussent à s'auto-employer. C'est le manque d'écrits sur cette réalité qui justifie cette recherche.

Cependant, certaines études faites sur l'auto-emploi chez les jeunes ont été abordées sur d'autres aspects. C'est le cas du Ministère de l'emploi et des affaires sociales du royaume du Maroc (2014) dans son rapport intitulé : « *investir dans l'emploi des jeunes pour faire face au chômage et à la précarité* ». Le rapport montre que les jeunes sont les plus exposés au chômage en particulier les jeunes diplômés en phase



d'insertion sur le marché du travail et en milieu urbain. Les jeunes sont aussi les plus touchés par la précarité du travail, surtout les moins qualifiés d'entre eux qui exercent dans l'économie informel et en milieu rural, en particulier les jeunes femmes et les jeunes non diplômés. Quant au professeur de Sociologie Yao Assogba, enseignant à l'université du Québec en Outaouais. Dans son étude sur *l'insertion des jeunes exclus en Afrique*, explique qu'en Afrique au sud du Sahara, le secteur informel est le principal débouché de l'ensemble des jeunes. Mais, il facilite encore davantage l'insertion socio-professionnelle des jeunes. Le choix de notre sujet, comme on vient de le voir, est au centre des préoccupations scientifiques. Notre contribution sera de fournir des connaissances sur les facteurs socio-économiques ou comment les jeunes arrivent-ils à s'auto-employer.

## **II - Approche conceptuelle**

Il s'agit pour nous de définir ici les termes qui sont essentiels à la compréhension de notre étude. Ces concepts sont les suivants: le concept de résilience, le concept de jeunes, le concept d'auto-emploi et le concept de dépenses scolaires.

### **1 - Concept de résilience**

Le mot résilience de son étymologie *re-salire* (ressaut, résilier) est à l'origine un concept des sciences physiques. Le terme résilience a été employé la première fois en 1626 en anglais par le philosophe Francis Bacon. Le sens de ce mot en anglais est « rebondir », « se ressaisir » ou « se redresser ». En anglais cela désigne des situations qui font l'objet des préoccupations actuelles.

Aussi, Il apparaît dans la langue française sous la forme de résilience qui date de 1906, édité par le CNRS dans le « Trésor de la langue française » puis en janvier 1911 il aura la forme actuelle résilience. En 1932 l'adjectif résilient apparaît dans le Larousse.

Plusieurs auteurs et institutions se sont intéressés à ce concept, il a fait l'objet de plusieurs travaux. Emmy Warner, psychologue, a fait un travail fondateur vers 1950. Il définit la résilience comme : « processus biologique, psychoaffectif, social et culturel qui permet un nouveau développement après un traumatisme psychique ».

En 1942, dans une revue scientifique « American Journal of Psychiatry » ayant trait à la psyché, ce terme apparaît dans l'article rédigé par Scoville où il y consacre à l'activité des travailleurs sociaux psychiatriques en Grande Bretagne pendant la seconde guerre mondiale. Il y souligne « l'étonnante résilience des enfants confrontés à des situations dangereuses pour leur vie ». En 1948, Campredon utilisera ce mot dans son ouvrage « le bois » puis en 1952 André Maurois utilise la « résilience » dans le sens que lui attribuent actuellement les psychologues. Il écrira des ouvrages où il expliquera une série de stratégies utilisées pour traverser les difficultés et faire preuve de résilience. Lorsqu'il décrira le deuil de Georges Sand. On pourra noter le fait de cultiver, l'optimisme, la gaieté, l'humour, l'engagement spirituel et la foi, la sublimation et l'investissement dans la création littéraire, la fuite, la possibilité de s'appuyer sur un réseau social, une attitude particulière à l'égard de la souffrance, attitude caractérisée par le Sand, comme Goethe ne croyait pas qu'il soit louable de cultiver la douleur.

D'après Boris Cyrulnik, la résilience est le moment où une personne subit un traumatisme qu'elle va tenter de le surmonter et ainsi mettre en place un processus de résilience. Le traumatisme est donc l'agent de la résilience. La résilience a un effet magique face à des problèmes apparemment insolubles. Elle nous fait découvrir que nous sommes capables de beaucoup plus que ce que nous le croyons. Aujourd'hui dans de nombreuses disciplines scientifiques, des chercheurs tentent de cerner les facteurs de résilience et la façon d'en soutenir le développement. Cette dimension de la réalité transcende les cultures et les organisations sociales.

Du point de vue disciplinaire, les partisans de la psychologie clinique psychanalytique conçoivent la résilience comme un processus et ont cherché à

déterminer les mécanismes permettant au sujet de surmonter son traumatisme. Pour eux, la résilience s'effectue selon deux axes :

- Un axe intrapsychique, qui concerne les capacités propres à chaque individu.
- Un axe relationnel, qui concerne les liens que le sujet met en place avec son environnement. En psychologie, la résilience concerne, en particulier, l'étude d'enfants qui auraient dû développer des pathologies mentales et qui ne les ont finalement pas développées (Masten and Powell, 2007 ; Olsson et al. 2003).

La première utilisation du concept de résilience en sciences sociales peut être attribuée à Aaron Wildavsky (De Bruijn et al. 2010). Ces travaux se situent à la croisée des cindyniques et de l'étude des organisations (notamment de leur management). Selon Aaron Wildavsky, les systèmes organisationnels deviendraient de plus en plus complexes et par conséquent leurs dysfonctionnements deviendraient de moins en moins prévisibles (Wildavsky, 1988). La connaissance de tels systèmes ne pouvant être qu'imparfaite, la résilience se caractériserait principalement par son opposition à l'anticipation.

Pour certaines sciences humaines et sociales, la résilience à un trait caractéristique inné chez un individu, alors que pour d'autres, la résilience est un processus qui se modifie tout au long de la vie ou bien un résultat. Cette dernière conception a notamment permis aux chercheurs de développer de nombreux instruments de mesure basés sur des « indicateurs de la résilience », tels que le sentiment d'auto-efficacité, la maîtrise de soi et l'estime de soi (Gauvin-Lepage & Lefebvre, 2010 ; Lefebvre & Levert, 2005; Lefebvre, Levert, & Gauvin-Lepage, 2010).

En géographie des risques, le concept de résilience semble limité à son versant social, alors même que ce concept est pluridisciplinaire. Afin d'appréhender la résilience dans toute sa dimension et ses éventuelles contradictions, il semble nécessaire de se focaliser sur l'étude du concept en effectuant une recherche

pluridisciplinaire qui mettra notamment en exergue sa polysémie. L'objectif est de pouvoir in fine définir et conceptualiser la résilience dans le domaine de la géographie des risques. (De Bruijn et Van Eeten, 2007).

Ainsi, les économistes parlent « d'économie résiliente » ou « de résilience de l'économie ». Plus précisément, la résilience peut être définie comme la capacité d'une économie à réduire les probabilités de crises ainsi que leurs effets si celles-ci étaient inévitables (Aiginger, 2009). Cette définition se rapproche de la notion de stabilité, voire plus exactement de la notion de continuité. En effet, la résilience peut in fine s'opposer à toute variabilité de l'économie (variabilité pourtant inhérente à cette discipline) (Catte, et al 2005).

Du point de vue sociologique, la résilience est la capacité d'une personne, d'une communauté de personne ou d'une population, à surmonter un traumatisme (ici la perte d'un emploi, ou le fait de ne pas trouver celui que l'on espérait) afin de repartir de l'avant et d'orienter sa vie ou de s'orienter vers le succès.

En somme, il ressort que la notion de résilience est difficile à cerner compte tenu de la diversité des recherches et des points de vue sur ce thème. Certains la conçoivent comme un trait de personnalité acquis et stable, d'autres comme un processus. Or la résilience n'est jamais acquise une fois pour toute. Elle ne correspond donc pas à un type de personnalité précis. Dans le cadre de notre étude, nous allons nous intéresser à celle des élèves du Lycée moderne et du Collège privé Marshé de Diégonéfla.

## **2 - Concept d'auto-emploi**

Plusieurs expressions interviennent dans la désignation de l'auto-emploi. D'abord, l'expression de « l'auto-emploi » met un accent sur la dimension réflexible ou l'employé comme l'employeur désigne une même personne physique. Le moyen terme qui permet cette relation, c'est l'organisation propulsée par le promoteur.

Ainsi, l'organisation sous sa configuration d'entreprise ou d'activité confère à son promoteur le statut d'emploi. On désigne également l'auto-emploi à travers les expressions de « travail indépendant » ou de « travail autonome. »

Bien que l'expression « travail autonome » soit la plus courante, certains distinguent la personne qui exerce un travail autonome sans employeur, qu'ils qualifient de « travailleur indépendant », des autres qui exercent leur activité avec une aide rémunérée. Pour l'OCDE (2000), l'emploi indépendant est perçu comme une source très importante de développement de l'entrepreneuriat et de la petite entreprise, ce qui représente un potentiel de croissance à long terme. Selon la définition internationale, « un emploi indépendant, est un emploi dont la rémunération est directement liée aux bénéfices et dont le titulaire prend les décisions de gestion affectant l'entreprise ou est tenu pour responsable de la bonne santé de l'entreprise » (OCDE, 2000, P.166). Dans cette définition, il y a des exceptions notables à signaler, en particulier le cas des propriétaires gérants d'entreprises constituées en sociétés, qui représentent une part importante d'emploi indépendant dans certains pays de l'OCDE, 31,4% aux Etats-Unis en 1998, par exemple. Les propriétaires gérants sont propriétaires de leur entreprise et responsable de sa gestion mais, d'un point de vue juridique, ils sont salariés de l'expression. En règle générale, l'expression « emploi indépendant » désigne donc les « travailleurs à leur propre compte » et des « employeurs ». La définition qu'ont retenue Joseph Djaowe et Charles- Alain Bita dans leur étude, c'est que « l'auto emploi repose sur les conditions suivantes : il est le fruit d'un libre choix, il assure un revenu adéquat à la famille et il repose sur une relation de dépendance et/ou de subordination et enfin, il génère des revenus supérieurs aux prestations qu'on pourrait percevoir en cas d'assistance. »

Pour l'ensemble des pays de l'OCDE, les définitions de l'emploi indépendant s'inscrivent dans la définition de la « population active » adoptée par la treizième conférence internationale des statisticiens du travail, convoquée à Genève par le Bureau international du travail, en octobre 1982, et développée par la Résolution

concernant la Classification internationale d'après la situation dans la profession (CISP-93) qui a été adoptée par la quinzième Conférence internationale des statisticiens du travail, en janvier 1993. La CISP- 93 classe les emplois selon le type de contrat de travail, explicite ou implicite, que le titulaire a passé avec d'autres personnes ou organismes. La CISP- 93 comprend les groupes suivants :

- ✓ *Salariés ;*
- ✓ *Employeurs ;*
- ✓ *Personnes travaillant pour leur propre compte ;*
- ✓ *Membres de coopératives de producteurs ;*
- ✓ *Travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale ;*
- ✓ *Travailleurs inclassables d'après la situation dans la profession.*

A partir de la définition internationale, nous pouvons déceler une distinction nette entre deux formes d'emplois alternatifs : les emplois rémunérés (ou emplois civil ou salarial) et les emplois indépendants. Les emplois rémunérés sont des emplois pour lesquels les titulaires ont des contrats explicites ou implicites qui leur donnent droit à une rémunération de base qui n'est pas directement dépendante du revenu de l'unité pour laquelle ils travaillent. Les outils d'équipement lourds, les systèmes d'information et/ou les locaux utilisés par les titulaires peuvent être placés sous la supervision directe du (des) propriétaire(s) ou de personnes employées par lui (eux). Les personnes relevant de l'emploi rémunéré perçoivent des traitements et des salaires, mais peuvent aussi être payées à la commission sur vente, à la pièce, à la prime ou en nature (par exemple, nourriture, logement, formation). Les statisticiens de l'emploi indépendant distinguent trois grandes sous-catégories : emploi indépendant sans salariés, ce qui correspond à la catégorie des « travailleurs à leur propre compte » ; emploi indépendant avec des salariés (catégorie des « employeurs ») ; et les travailleurs familiaux non rémunérés.

Ainsi donc, dans notre étude l'auto-emploi apparaît ici comme étant un emploi indépendant exercé par les élèves en vue d'une rémunération.

### 3 - Concept de dépenses scolaires

D'après François Orivel (2006), à l'origine, les coûts de l'éducation ont été calculés par les économistes pour estimer sa rentabilité. En effet, le calcul de la rentabilité économique d'un investissement s'appuie toujours sur une comparaison des coûts et des bénéfices qu'il engendre. Il s'agit donc de coûts au sens économique du terme, concept légèrement différent de celui de dépenses. Les dépenses sont constituées par les salaires versés aux enseignants, la construction, l'entretien et le fonctionnement des bâtiments scolaires, les fournitures scolaires et les manuels, l'administration et le suivi du système (personnels d'encadrement, inspecteurs, chercheurs), les dépenses de transport que les élèves doivent payer pour se rendre à l'école, les dépenses de cantine ou d'hébergement si l'école est éloignée du domicile des parents. L'estimation des coûts économiques nécessite quelques opérations d'ajustement : ainsi, les dépenses de construction d'un nouveau bâtiment scolaire ne peuvent être imputées aux élèves qui vont utiliser ce bâtiment la première fois, mais doivent faire l'objet d'un amortissement établi sur la base de la durée de vie probable de cet investissement, qui va servir à plusieurs générations d'élèves. De même, le coût du salaire d'un enseignant fonctionnaire doit être calculé de telle façon que l'on prenne en compte les dépenses que l'Etat fera plus tard pour lui servir sa retraite. L'ajustement le plus important concerne le coût du temps passé à faire des études. En effet, aucune dépense n'apparaît pour témoigner de ce coût. Mais l'étudiant qui décide de consacrer une année supplémentaire de sa vie à étudier renonce, partiellement ou totalement, à exercer une activité rémunérée. Ce renoncement, qualifié par les économistes de « manque à gagner », ou encore de « coût d'opportunité », doit être comptabilisé dans le calcul de la rentabilité, même s'il ne donne pas lieu à une dépense. Concrètement, on observe donc des dépenses d'éducation (dans des budgets publics, dans les budgets de consommation des ménages), dépenses à partir desquelles les économistes calculent des coûts, lesquels comprennent en outre quelques éléments ne donnant pas lieu à dépenses, comme le

manque à gagner. Les dépenses sont ventilées en deux catégories principales, selon l'origine du financement. On distingue en pratique les sources publiques et les sources privées. Les sources publiques sont évidentes : il s'agit des dépenses d'éducation engagées par les budgets des différentes instances publiques que sont les instances centrales et décentralisées dans un pays donné. En France, il s'agit du budget de l'Etat, des régions, des départements, des communes, éventuellement des structures intercommunales. On peut rappeler que les dépenses d'origine publique sont indirectement financées par les contribuables. Les dépenses privées sont principalement les dépenses des familles pour leurs propres enfants. Elles comprennent les droits d'inscription, (généralement faibles, sauf lorsqu'il s'agit d'écoles privées non subventionnées), de transport, de cantines, d'hébergement, de fournitures scolaires. Mais il existe aussi quelques dépenses privées non familiales. Il peut s'agir de dépenses financées par des entreprises, notamment dans le domaine de la formation professionnelle, de mécènes, qui peuvent faire des dons ou des legs à des institutions éducatives, ou de fondations (cas où l'on ne dépense que les revenus produits par une donation en capital).

#### **4 - Concept de jeune**

Depuis longtemps, la jeunesse est considérée comme un vecteur de changement social que l'on se place du côté des garants de l'ordre public, qui s'en inquiète ou du côté des progressistes ou révolutionnaires, qui s'en réjouissent.

Pour interroger la sur notion de jeunesse, il faut d'abord s'interroger sur sa définition ou son indéfinition, c'est-à-dire, prendre en compte ce qui précise la notion de jeunesse, mais aussi ce qui le rend flou.

La notion de jeunesse en tant que catégorie sociale apparaît réellement dans les annexes 1950, après la deuxième guerre mondiale.



- A la campagne et dans les milieux populaires, l'enfant doit déranger le moins possible sa mère. Dès 12 ans, il travaille.

- Dans les familles bourgeoises, aristocrates ou princières, le garçon dès 7 ans passe dans les mains du père.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, on trouve trois jeunesse, plutôt masculine, qui n'en sont pas au sens « catégorie sociale » :

- la jeunesse bourgeoise qui reçoit un enseignement secondaire.

- La jeunesse ouvrière qui suit les traces du père dans le travail.

- la jeunesse traditionnelle (artisans et commerçants) qui suit une instruction primaire. (INJEP, 2001, Les jeunes de 1950 à 2000. Un bilan des évolutions, INJEP.) (Ariès(P), 1973, L'enfant et la famille sous l'Ancien Régime, Paris, Seuil.)

La jeunesse est reconnue comme une catégorie d'âge et fait l'objet d'une politique spécifique.

On peut présenter la jeunesse comme une catégorie d'âge, le plus souvent définie par les institutions (12-17 ans, 18-30 ans). Ce découpage institutionnel procède à une certaine définition de la jeunesse, donnant des limites d'âge.

On peut en faire un âge de la vie, centré sur une fonction principale comme l'imitation des générations précédentes ou l'expérimentation de nouvelles règles de vie.

On peut, enfin, considérer la jeunesse dans un rapport de génération que l'on pose en opposition.

Etre jeune n'est pas une question d'âge. La définition de « jeune » pour les hommes d'Afrique de l'ouest et du centre dépend en effet avant tout de la position sociale. Un homme devient adulte lorsqu'il est capable d'assurer seul sa reproduction et celle de sa famille. Une fille devient généralement une « femme » après son mariage, souvent

avant ses 20 ans. Etre jeune n'est pas une affaire d'âge au sens biologique du terme, mais de position socialement et culturellement construite par rapport à d'autres générations et par rapport à l'accès à des attributs et à des ressources qui donne un pouvoir de « prise de parole ».

### **III- Problématique de l'étude**

Aucun pays ne peut prétendre sortir de la pauvreté alors que la grande majorité de sa population souffre de l'analphabétisme. L'analphabétisme est l'un des indicateurs du sous-développement.

Depuis 1980, le système éducatif ivoirien, dans son ensemble, est confronté à des difficultés de tous ordres. Suite aux différents programmes d'ajustement structurel conduits, les secteurs sociaux, à savoir l'éducation et la santé, considérés comme budgétivores vont être profondément affectés. Plus particulièrement, les dépenses publiques du secteur éducatif vont connaître une baisse tout au long des années 1980. Cette tendance se poursuit également dans les années 1990. Alors qu'elles étaient de 486,1 milliard de FCFA (en valeur constante, 2007) en 1990, les dépenses publiques d'éducation chutent à 392,0 milliard de FCFA (en valeur constante, 2007) en 2007. Par ailleurs, alors que les dépenses totales d'éducation représentaient 7,6% du PIB en 1990, elles ne représentent plus que 4,4% du PIB en 2007. La situation est devenue plus alarmante à la faveur des différentes crises socio politiques qui se sont succédé. Les conséquences les plus évidentes de cette situation sont entre autres le manque d'infrastructures adéquates, le faible rendement des élèves, l'insuffisance des capacités d'accueil, les résultats mitigés comparativement aux OMD (Objectifs du millénaire pour le développement), et la qualité des enseignements (Rapport d'analyse 2008-2009). Le secteur de l'Education Nationale regroupant le préscolaire, le primaire et le secondaire n'est pas épargné. Les insuffisances ou encore les faiblesses de ce secteur sont multiples. Ainsi les défis à relever pour l'avenir sont énormes. En effet, selon l'histoire des nations, un

investissement conséquent dans la formation et l'éducation garantit l'atteinte de l'émergence (Rapport d'analyse statistique scolaire 2014-2015).

Par ailleurs, conscient de l'enjeu stratégique de l'éducation, le gouvernement a décidé de rendre la scolarisation obligatoire pour tous les enfants âgés de 6 à 16 ans, dès la rentrée scolaire 2015-2016. L'atteinte des objectifs de politiques éducatives passe donc nécessairement par une bonne planification. Toutefois, cette dernière ne peut être efficace que si elle est assortie d'une bonne connaissance de l'état qui prévaut.

L'école en milieu rural, reflet du déclin de l'activité locale, évolue entre exigence de gestion, souci de proximité et demande de qualité. Sa réussite, validée, passe par une circulation des ressources matérielles et humaines au sein de regroupements adaptés. Ainsi, la situation de pauvreté empêche beaucoup d'enfants d'aborder l'école surtout au niveau du secondaire car à ce niveau les frais scolaires sont élevés et les parents en majorités paysans et ne disposent pas de moyens financiers suffisant, ne perçoivent pas en plus de tous ce qui précède des prêts scolaires pour faire face aux dépenses scolaires de leurs enfants.

De ce fait, face aux dépenses scolaires très élevées et face à l'incapacité de la majorité des parents d'élèves de Diegonéfla à prendre entièrement en charge ces dépenses scolaires, l'on va constater un déferlement de ces élèves dans le domaine de l'informel à travers certaines stratégies de résilience dans l'auto-emploi.

En effet, ces élèves sont confrontés à de nombreux problèmes tant au niveau scolaire qu'au niveau de la vie active car ils ne disposent d'aucun capital économique. Alors pour faire face à cette situation difficile de condition de vie scolaire, l'auto-emploi à travers certaines activités informelles se présente comme la seule alternative pour ces acteurs sociaux.

**Constat : En dépit des dépenses effectuées par leurs parents, les élèves de Diegonéfla s'auto-emploient par des activités informelles pour faire face à leurs dépenses scolaires.**

Conscience de leur situation économique et sociale instable, et face aux dépenses scolaires très élevées auxquelles ils sont confrontés, les élèves de Diégonéfla s'adonnent à certaines activités du secteur informel comme une forme de résilience afin de faire face à des dépenses scolaires et des besoins mal satisfait et ceux malgré l'assistance financière de leur parent. Ces activités sont les suivantes : les activités des champs et les taxis motos.

Notre enquête exploratoire s'est tenue auprès de Soixante-quatorze (74) élèves issus de deux (2) établissements de Diégonéfla : l'établissement public (Lycée Moderne de Diégonéfla) et le collège privé Marshée de Diégonéfla. Ils disposent pour la plupart d'un diplôme de BEPC (Brevet d'Etude du Premier Cycle) et sont de tous niveau scolaire confondu (de la 6 ième à la terminale).

Ainsi, au niveau des activités agricoles, après enquête exploratoire, nous avons pu constater que les élèves engagés dans ce domaine mènent cette activité soit en association soit en groupements d'amis ou encore de façon individuelle.

En effet pour mener à bien leurs travaux, certains élèves se mettent en association comme nous avons pu le constater avec l'association de la nouvelle génération (Goudi boboda) qui se constitue de trente (30) personnes, nous avons aussi l'association des jeunes baoulés (Bléha Nianda) et aussi les leaders (Goudi boboda). Certains préfèrent travailler entre amis par groupe de quatre (4) à (5) personnes, individuellement et d'autres qui eux même sont propriétaires d'une exploitation agricole. Ces travaux exercés dans les exploitations agricoles se font selon plusieurs types de contrats et la rémunération se fait en fonction des types de contrats. Nous avons entre autre les contrats tels que le tréclé qui est rémunérer à hauteur de 1500 franc par individu à la fin des travaux pareil que pour le carré. Aussi nous avons le contrat à l'hectare qui consiste à nettoyer un hectare de plantation et sa rémunération varie entre trente mille francs (30000) et quarante-cinq mille francs (50000) et enfin nous avons le contrat communément appelé Aboussan qui consiste à travailler dans une plantation et à être rémunérer au moment de la grande traite des producteurs et

l'Aboussantier bénéficie des 1/3 de chaque récolte. Mais l'obtention de la prestation de ces élèves par une tierce personne, passe nécessairement par une demande (une réservation de place) de l'intéressé adresser aux élèves qui est d'une valeur de 200 francs. Pour finir, ces derniers arrivent à totaliser au terme de l'année des sommes allant de trois-cent mille (300000) à sept-cent mille (700000), gain qu'ils se répartiront plus tard. Il est aussi important de mentionner que ces élèves s'adonnent à ces travaux pendant les vacances et même pendant la période scolaire lorsqu'ils disposent de temps libres.

Ensuite, nous avons aussi l'activité de taxi moto qui représente une forme de résilience pour ces élèves afin de faire face aux dépenses scolaires très élevées. Cette activité de taxi moto est une activité de l'informel qui toutefois est reconnue et approuver par le maire, le sous-préfet et la Gendarmerie de Diégonéfla. Elle se déroule au sein d'une organisation bien structurée dénommée UTTM (Union des Transporteurs de Taxis Motos). Parmi ces élèves exerçants cette activité de taxi moto, il existe deux catégories d'acteurs : les élèves propriétaires de leur activité et les élèves contractuels. C'est une activité exercée par ces élèves pendant les vacances et même pendant la période scolaire (aux heures libre et les Week-ends) et pendant les congés. Au niveau de la rémunération, pour un contractuel, les tarifs dépendent du lieu où l'on veut se rendre et de la distance. Les tarifs partent de 500 francs pour la plus petite distance à 7000 francs pour les endroits les plus reculés. Et le contractuel se doit de verser un quota allant de 3000francs à 4000francs au propriétaire une fois la journée terminée et après avoir fait le plein de carburant. Comme salaire, ils se payent eux-mêmes en fonction de leur gain et après avoir remplir les conditions du propriétaire et cette rémunération peut être évalué entre 2000 et 3000 francs par soirée. Concernant les élèves propriétaires de taxi moto, leurs revenus dépendent de la gestion de leur moto taxi. Etant eux-mêmes au contrôle, ils peuvent avoir un revenu allant de Cinq-mille (5000) francs à Dix-mille (10000) francs par jour et lorsqu'ils sont occupés par les cours, ils font appel à un individu pour un contrat,

alors ces derniers peuvent se retrouvés avec un revenu de 3000 mille à 4000 mille francs par jours. Au terme de ce constat, il ressort que malgré les aides financiers apportées par les parents et les différentes stratégies d'auto-emploi développées par ces élèves, le taux d'abandon et d'échec scolaire reste considérable avec (18,88% d'échec et en moyenne 15 abandons par An au Lycée moderne de Diégonéfla ).

## **1-Problème de recherche**

### ***1.1- Problème empirique***

Les parents des élèves de Diégonéfla étant en majorité des paysans se retrouvent confrontés aux problèmes des dépenses liés à la scolarisation de leurs enfants faute de moyens financiers. Alors, en vue d'une reconstruction sociale, ces élèves vont développer des stratégies de résiliences à travers l'auto-emploi afin de palier à ce problème. Mais en dépit des stratégies développées par les élèves qui leur génèrent des ressources, ces derniers se retrouvent toujours confrontés aux problèmes liés aux dépenses scolaires.

### ***1.2- Problème sociologique***

Inefficacité de reconstruction sociale des élèves à travers les stratégies de résilience face à la persistance des problèmes sociaux liés aux dépenses scolaires.

## **2 - Les questions de recherche**

### ***2.1- Question centrale***

Quelles sont les logiques sociales qui sous-tendent l'auto-emploi des élèves en dépit des dépenses scolaires générées par leurs parents

### ***2.2- Questions subsidiaires***

De cette question centrale de recherche, trois questions subsidiaires se dégagent:

- Quelles sont les représentations sociales que se font les élèves des dépenses scolaires et de l'école ?

- Quelles sont les pratiques développées par les élèves dans l'auto-emploi ?
- Quelles sont les implications sociales liées à ces pratiques ?

#### **IV – La revue critique de la littérature**

Comme nous l'avons précisé dans les travaux antérieurs, notre question de recherche porte sur les mécanismes qui poussent les élèves de Diégonéfla à s'auto-employer à travers certaines innovations dans le domaine agricole et les activités de taxis-motos. Ce faisant, nous nous attèlerons à faire une revue de la littérature sur cette question afin de savoir comment elle a été abordé par nos prédécesseur. Car, il est susceptible que nous ne soyons pas les seuls chercheurs à nous intéresser à cette question. Sur ce, notre revue de la littérature s'est avérée en deux thématiques à savoir le contexte politique et socioéconomique et l'ambition personnelle qui favorisent l'entrepreneuriat jeune.

##### **1- Contexte politique et socioéconomique de l'entrepreneuriat jeune**

Dans la quasi-totalité des Etats du monde, la question de l'entrepreneuriat jeune est au centre de plusieurs préoccupations.

A ce sujet, Claudia Pompa (2016) révèle que, pour la Banque mondiale, l'économie mondiale requiert 600 millions d'emplois nouveaux sur les dix années à venir rien que pour maintenir à un niveau constant les taux d'emploi, tandis que l'Organisation internationale du travail (OIT) relève que près de 36 % des chômeurs du monde – soit presque 73,3 millions de personnes – sont des jeunes, ce chiffre triplant si l'on compte les jeunes sous-employés (OIT, 2015).

L'emploi des jeunes demeure un enjeu essentiel dans de nombreux pays et dans différentes régions du monde, notamment les États arabes, l'Afrique subsaharienne et l'Union européenne, leurs taux de chômage avoisinant 30 % dans nombre de ces

pays. En Amérique latine, les jeunes sont souvent confinés au secteur informel – sur dix emplois qui leur sont ouverts, six relèvent du secteur informel, ce qui refoule quelque 27 millions de jeunes de la région vers des emplois de basse qualité. C'est là une situation inquiétante, notamment si l'on considère que les entreprises de l'économie formelle d'Amérique latine sont trois fois plus souvent que celles d'Asie du Sud et treize fois plus souvent que celles de la région Asie Pacifique confrontées à des problèmes opérationnels dus à une pénurie de capital humain.

Dans ce contexte, l'entrepreneuriat des jeunes peut jouer un rôle important pour faciliter le développement économique et la création d'emplois. Si les jeunes se mettent souvent à leur compte parce qu'ils ne trouvent pas d'emploi ailleurs, l'entrepreneuriat peut leur insuffler des compétences précieuses telles que les capacités de réflexion critique, de prise de décision, de commandement, de travail d'équipe et d'innovation, qui toutes restent pertinentes tout au long de leur vie.

Selon l'OCDE (2010) le chômage a fortement augmenté dans toute l'Europe au cours des trois dernières années, et les jeunes éprouvent de plus en plus de difficultés à entrer sur le marché du travail. Le taux de chômage des jeunes dans l'Union européenne est deux fois plus élevé que celui des adultes depuis plus d'une décennie et a atteint plus de 22 % en novembre 2011. 40 % des jeunes se disent intéressés par le statut d'indépendant. Les gouvernements ont donc mis en place une série de programmes destinés à les aider à créer leur propre entreprise, en mettant à leur disposition une formation à l'entrepreneuriat, des informations, des conseils et un accompagnement, un soutien financier ainsi que des infrastructures telles que des pépinières d'entreprises et des réseaux de jeunes entrepreneurs.

Bien que les statistiques disponibles soient relativement peu nombreuses et manquent de rigueur, il semble que ces programmes aient aidé certains jeunes à sortir du chômage et aient généré une valeur ajoutée économique. Cependant, il serait utile de procéder à une évaluation plus poussée afin que les décideurs politiques puissent se concentrer sur les approches qui fonctionnent.



L'entrepreneuriat n'est sans doute pas la panacée qui permettra de résoudre définitivement le problème du chômage chez les jeunes, mais il peut certainement constituer une partie de la solution. Pour atteindre un maximum d'efficacité et de rendement, les politiques mises en place dans ce domaine devraient s'efforcer de se concentrer sur les jeunes présentant les meilleures chances de succès, d'offrir un soutien suffisant pour leur permettre de créer une entreprise en dehors des secteurs habituels (caractérisés par de faibles barrières à l'entrée, mais soumis à une forte concurrence) et de proposer des paquets intégrés de services complémentaires plutôt que des instruments isolés.

Quant à Thomas Ejzyn et Ivan Van de Cloot (2017) la promotion d'une carrière en tant qu'entrepreneur auprès des jeunes représente un double enjeu. A l'évidence, le premier est d'apporter une réponse, bien que parcellaire, à une problématique macro-économique dont souffre l'Union européenne depuis plusieurs années : le haut taux de chômage chez les jeunes et la stagnation de l'économie. Ceci est d'autant plus vrai qu'en 2016, avec un taux de chômage de 20,1% parmi les moins de 25 ans, la Belgique fait figure de mauvais élève. Chez nos voisins européens, pour la même année, seule la France (24,6%) enregistrerait un taux plus élevé, alors que l'Allemagne (7%), le Danemark (12%), les Pays-Bas (10,8%) ou le Royaume-Uni (13%) se situaient tous nettement en deçà de la moyenne européenne (UE 28, 18,7%). Néanmoins, il serait erroné de voir à travers l'entrepreneuriat chez les jeunes une solution miracle de masse au chômage, puisque seule une minorité d'entre eux disposera des compétences et attitudes nécessaires pour devenir entrepreneurs (Chigunta, 2002 ; Eurofound, 2016). Alors que l'on sait que les entreprises créées par les entrepreneurs plus âgés ont un taux de survie plus élevé que celles créées par de jeunes entrepreneurs (OCDE, 2012). Pourquoi, dès lors, ne pas consacrer l'entièreté des ressources disponibles à des politiques entrepreneuriales qui ciblent les plus âgés ? Il semble légitime de se poser la question. Pourtant, tenter de créer un écosystème

favorable au désir d'entreprendre chez nos jeunes en vaut amplement la chandelle, tant les externalités sociétales et économiques sont positives.

Dans le cas de l'Afrique, l'OIT (2016) démontre que pour accélérer sa transformation économique et créer des emplois décents, l'Afrique doit promouvoir l'esprit d'entreprise chez les jeunes, a déclaré le Directeur régional de l'OIT pour l'Afrique, Aeneas Chuma, en ouverture de l'Assemblée générale de la Fédération des organisations d'employeurs d'Afrique de l'ouest, à Praia au Cap Vert. Abidjan/Addis Abeba/Dakar/Praia (Nouvelles du BIT) – Avec des millions de jeunes Africains qui ont du mal à trouver un emploi dans l'économie formelle, il est essentiel pour l'Afrique de favoriser l'entrepreneuriat pour mettre leur énergie au service de la transformation économique et du développement industriel du continent, a dit Aeneas Chapinga Chuma, lors de l'Assemblée générale de la Fédération Africaine des organisations d'employeurs d'Afrique de l'ouest (FOPAO). "Au cours de la prochaine décennie, les principaux débouchés économiques viendront des Africains qui montent des entreprises, créent des emplois et de la richesse, et saisissent les opportunités de croissance", a déclaré le Sous-directeur général de l'OIT en exhortant "l'Afrique et ses organisations régionales à définir pour l'ensemble du continent un ambitieux programme de création d'emplois par le biais des petites et moyennes entreprises. Créer des emplois décents pour les jeunes est l'un des défis les plus urgents de l'après-2015 en Afrique. « Réduire le nombre de jeunes qui ne sont ni en emploi, ni scolarisés ni en formation, est vital pour assurer la paix, une plus grande stabilité sociale et politique et le progrès économique", a souligné le responsable Afrique de l'OIT.

En Côte d'Ivoire, le CEPICI (2015) dans sa Caravane nationale Entreprendre en Côte d'Ivoire du 10 novembre 2014 à Korhogo a permis d'une part, aux populations de mieux connaître le CEPICI et ses services, et d'autre part, a favorisé la création de 15 entreprises grâce au Guichet Unique des formalités d'entreprises délocalisé dans le nord du pays pour la circonstance. Les porteurs de projets et autres opérateurs

économiques de la région du Tchologo ont saisi l'opportunité offerte par le directeur général du CEPICI, M. Emmanuel Essis de créer leur entreprise « à zéro francs CFA », c'est-à-dire gratuitement au lieu de 15.000 FCFA comme frais règlementaires. Il faut rappeler que cette caravane a été aussi le lieu pour le CEPICI et son partenaire Côte d'Ivoire Tourisme de regrouper des jeunes en formation dans les centres techniques professionnels à Korhogo et à Ferké, en vue de la création de leur entreprise. Ils bénéficieront de l'accompagnement technique du CEPICI pour qu'à partir du second semestre de l'année 2015 (date de la fin de leur formation), leurs entreprises créées démarrent effectivement les activités.

## **2- L'ambition personnelle un élément explicatif de l'auto-emploi chez les jeunes**

Dans plusieurs pays et en l'occurrence en Côte d'Ivoire certains jeunes face au chômage mettent en place des activités génératrices de revenu comme ambition personnelle dans le but d'atteindre un certain niveau de vie souhaité.

Sur la question de l'ambition personnelle pour entreprendre, Gilles Bertrand Njike Njikam, Roland Marc Lontchi Tchoffo et Violet Fotzeu Mwaffo (2005) affirme qu'avec la situation difficile sur le marché du travail marqué par la rareté des nouveaux postes de travail, une bonne partie de jeunes a pris conscience que le salut réside dans l'auto emploi. C'est la raison pour laquelle on observe une arrivée de plus en plus poussée des jeunes dans l'informel qui représente environ 85 % du total des emplois au Cameroun. Si l'économie informelle est en majorité dominée par les jeunes d'un faible niveau d'instruction, on note depuis le début de la crise économique une arrivée de plus en plus pressante des jeunes diplômés dans cette partie de l'économie. Certes on y retrouve de plus en plus des personnes d'un niveau relativement élevé (secondaire et supérieur) qui, lassés du système éducatif, se rabattent sur le marché du travail, et plus dans le secteur informel.

Ainsi, l'AFD (2013) dans ses enquêtes sur l'insertion socio-professionnelle des jeunes en Afrique Subsaharienne découvre que de plus en plus de jeunes ont compris, qu'ils doivent désormais se « débrouiller » seuls. Et que pour gagner leur vie et leur autonomie, ils n'ont souvent que l'auto-emploi comme stratégie alternative à l'embauche.

Peut-être que les jeunes ont compris comme le stipule la banque mondiale (2006) dans l'une de ses études intitulée « *la parole est aux pauvres* » que, la vaste majorité de la population qui échappe à la pauvreté y arrive soit en travaillant comme indépendant (Start once own business), environ 60% (homme comme femme).

C'est pourquoi, l'Organisation des Nations Unies (1985), montre que face aux entraves bureaucratiques et financières à la petite entreprise ; comme stratégie de survie les jeunes ont déjà identifié des secteurs que les adultes n'ont pas résolu : transport urbain et rural, formation professionnelle et entraînement technique, garde et transport des jeunes, faire les courses pour les couples qui travaillent, préparer des services de fast Food sur la place du travail pour les employés, organisation d'animations et de loisirs pour les divers groupes d'âge (animation dans les écoles, sur les places du travail durant les vacances), etc. Autant de domaines que la société vit comme les problèmes insolubles et auxquels les jeunes songent comme alternatives ou à la création d'auto-emploi. Ils essaient de s'y insérer en créant de petites entreprises de services qui échouent à cause du poids des réglementations bureaucratiques et des difficultés d'accès aux crédits et aux autres obstacles.

A cela, les sociologues Didier Demazière, Fabien Foureault, Claire Lefrançois et Arnaud Vendeur (2010) dans leur analyse, concluent que l'expérience du chômage est très diversifiée, mais elle est toujours une épreuve radicalement problématique parce que la sortie est tout à la fois visée et incertaine.

### **3- Cadre théorique de référence**

#### ***3.1 Perspective théorique : La théorie de la résilience***

Marie Anaut (2002), le développement du fonctionnement résilient d'un individu repose sur une base de 3 données :

- sentiment d'avoir une base de sécurité interne : le fait d'avoir quelqu'un qui soutienne l'individu, membre de la famille ou pas, apparaît comme très important pour le développement du sentiment de sécurité interne.
- estime de soi (ou auto estime) : la construction d'une estime de soi est fondée sur la compétence par l'individu de son propre mérite et de sa compétence : relation amoureuse, amicale sécurisantes et harmonieuses, le fait d'avoir du succès dans les relations des tâches sont considérées comme importantes.
- sentiment de sa propre efficacité : les observations montrent que, les parents peuvent soit encourager l'enfant à accomplir des tâches de manière efficace et autonome ou bien le maintenir dans l'idée qu'il doit être aidé, assisté. Les expériences sociales peuvent pallier les carences éducatives premières, en aidant le jeune à prendre conscience de ces compétences.

L'approche théorique de la résilience à une profondeur humaine en ce sens qu'elle met en lumière le niveau de la nature des acteurs. Selon elle, la capacité de résilience se retrouve en chacun de nous, elle n'est pas réservée à la personne extraordinaire et surtout, elle peut s'apprendre. Selon la théorie de la résilience, deux facteurs favorisent la résilience : L'amour et l'attachement reçus dans notre enfance qui constituent une base sécurisante pour l'avenir et notre capacité à regarder l'événement tragique, à avoir une vision positive de nous-même et à gérer nos émotions.

Les principes fondamentaux de la théorie de la résilience sont les suivants :

-Tout d'abord en créant un socle relationnel autour de nous avec notre famille et nos amis proches. C'est ce qu'on appelle créer une base sécurisée et ce qui permet de se sentir soutenu, porté.

-En acceptant le changement, dans un sens comme dans un autre. Tout est possible oui, le pire mais aussi...le meilleur. Il n'y a pas d'évolution sans changement. A nous de développer la sagesse pour discerner les situations que l'on peut changer de celles que nous ne pouvons pas changer.

-Etre confronté à une situation angoissante peut nous donner l'impression qu'il n'y a plus de perspectives, que c'est une voie sans issue. Or il faut toujours avoir présent à l'esprit que les choses évoluent et faire tout notre possible pour regarder une situation sous un autre angle, dans sa globalité et prendre ainsi de la hauteur.

-La confiance en nos propres ressources se développe également : en observant comme nous avons remonté la pente dans les moments difficiles.

-Enfin, reconnaître, accepter et exprimer ses émotions. Il n'y a rien de plus contre-productif que se battre contre une émotion, la repousser et la refouler. Elle reviendra en force un peu plus tard, d'une manière ou d'une autre. On a le droit de pleurer, on a le droit d'aller mal et on a le droit de le dire. Se l'autoriser va nous permettre une renaissance. Car l'énergie perdue à lutter contre nos émotions négatives, contre la tristesse, la déception ou contre les souvenirs négatifs, représente une énergie perdue. Une énergie que nous pourrions mettre pour construire et pour nous engager dans des actions qui correspondent à nos vraies valeurs.

La résilience analysée sous l'angle physique et écologique s'attache à la qualité d'un système pour désigner une réalité mécanique (physique) et biologique. Cela ne prend pas en compte la dimension psychologique qui contribue à structurer sociologiquement les représentations sociales. Celles-ci naissent dans l'interaction sociale, et rajoutent au réel d'un choc, la représentation de ce réel en termes d'interprétation via le regard des autres ; ce qui donne au choc un caractère

traumatique. Boris Cyrulnik (2003) souligne en ce sens, qu'« on ne peut parler de résilience que s'il y a eu un traumatisme suivi de la reprise d'un type de développement, une déchirure raccommodée. Il ne s'agit pas du développement normal puisque le traumatisme inscrit dans la mémoire fait désormais partie de l'histoire du sujet comme un fantôme qui l'accompagne. Le blessé de l'âme pourra reprendre un développement, dorénavant infléchi par l'effraction dans sa personnalité antérieure ». Dès lors, les normes humaines et sociales prennent une dimension importante dans la résilience psychologique. Etant assimilée par les approches pionnières à des traits caractéristiques de personnalité, ce qui revient au critère de qualité intrinsèque valorisée par les approches physique et écologique, la résilience est désormais analysée en psychologie comme un processus qui permet de mobiliser des forces internes insoupçonnées au moyen du lien social. Cela en fait un processus psychosocial (Lecomte, 2006 ; Tisseron, 2008 ; Koffi, 2010). Pour Boris Cyrulnik, le processus de résilience ne peut se construire que dans le lien social, à travers une main tendue qui joue le rôle d'un tuteur de résilience (Gonnet & Koffi, 2010), ce qui renvoie à l'idée d'une Co-construction sociale, mobilisant à minima une certaine capacité d'action individuelle et collective. Certes, le statut de tuteur de résilience ne se décrète pas, puisque la main tendue relève notamment d'une empathie dans le rapport d'altérité. Cependant, il requiert une certaine capacité d'action du tuteur, qui lui permet d'apporter une réponse appropriée à la souffrance de l'autre, qui dans le même temps doit être en mesure de saisir la main tendue. La résilience processuelle ne convoque pas ex nihilo la capacité cognitive et d'action. Selon le triangle de la résilience (Lecomte, 2006), un jeune se construit socialement en donnant du sens à la norme sociale. Dans une société intergénérationnelle, cette norme est transmise au jeune par l'adulte. En donnant du sens à la loi sociale, le jeune devient le lieu de transformation de valeurs éthiques qui seront transmises à la génération suivante. Il est de ce fait un acteur social, du fait qu'il est reconnu par sa communauté et participe à la vie de cette communauté. Cette capacité de transformation du jeune est fondamentale d'un point de vue analytique. Elle reflète aussi la capacité à être et à

faire du jeune, soit sa capabilité au sens d'Amartya Sen (1999). La qualité d'acteur social (Sen, 1999) joue de ce fait un rôle important dans la résilience, puisqu'elle garantit une liberté d'action dans le jeu interactionnel qui va dans le sens de l'amélioration des conditions de vie sociale. La liberté d'agir du jeune qui donne un sens vertueux et donc non déviant à la norme sociale, peut permettre non seulement de capter les opportunités économiques que la société lui offre, mais aussi de les saisir dans un sens favorable au lien social intra et intergénérationnel (circulation sociale des biens).

En somme, du point de vue sociologique, la résilience est la capacité d'un acteur, d'une communauté de personne ou d'une population, à surmonter un traumatisme, de repartir de l'avant et d'orienter sa vie ou de s'orienter vers le succès. Dans le cadre de notre étude le traumatisme et l'absence de conditions d'études auxquelles l'on espérait, l'incapacité des parents à garantir aux enfants des meilleures conditions d'étude, renvoie pour scolarité non payée en plein année scolaire, manque de moyens de déplacement pour se rendre à l'école vu la distance à parcourir pour ceux qui se trouvent dans les endroits éloignés.

Selon la théorie de la résilience, c'est cette capacité à surmonter ces différents traumatismes à travers l'auto-emploi chez les élèves se caractérisant par l'obtention, en fin de processus, des moyens financiers requis pour combler eux-mêmes à leur propre niveau ces différents besoins d'étude qu'on dit d'eux des acteurs résilients.

Le problème à l'étude est l'échec de la résilience développée par les élèves de Diégonéfla à travers l'auto-emploi, pour combler les insuffisances financières de leurs parents dans la gestion de leurs études. Pour répondre à ce problème, il est important que nous opérions le choix d'une approche théorique. Ce choix, nous donne la possibilité d'ouvrir des pistes nouvelles et d'introduire dans la réflexion, des concepts originaux afin d'enrichir la pertinence de notre étude. Ainsi donc dans cette étude, nous choisissons la théorie de la résilience ; c'est une théorie à versant actionniste selon laquelle la résilience est la capacité d'un acteur, d'une communauté



de personne ou d'une population, à surmonter un traumatisme, de repartir de l'avant et d'orienter sa vie ou de s'orienter vers le succès.

#### **4 - Les objectifs de l'étude**

Les objectifs sont constitués de l'objectif général de l'étude et des objectifs subsidiaires.

##### ***4.1 Objectif général***

L'objectif général de cette étude est d'analyser les logiques sociales qui sous-tendent la persistance des problèmes au niveau des dépenses scolaires des élèves de Diégonéfla.

##### ***4.2 Objectifs spécifiques***

De façon spécifique, il s'agit de :

- ✓ Décrire les représentations sociales que se font les élèves des dépenses scolaires et de l'école.
- ✓ Montrer les pratiques développées par les élèves dans l'auto-emploi.
- ✓ Analyser les implications sociales liées à ces pratiques.

#### **5 - Hypothèses de l'étude**

L'hypothèse est une proposition de réponse à la question posée. Elle tend à formuler une relation entre les faits significatifs. Même plus ou moins précise, elle aide à sélectionner les faits observés. Ceux-ci rassemblés, elle permet de les interpréter, de leur donner une signification qui, vérifiée, constituera un élément possible de début de théorie (Grawitz, 1996). Aussi l'hypothèse est une présomption non gratuite portant sur le comportement des objets réels étudiés. Elle procure à la recherche un fil conducteur particulièrement efficace qui, à partir du moment où elle est formulée remplace la question de recherche dans cette fonction, même si celle-ci

doit rester présente à l'esprit. Il s'agit dans cette logique de la recherche de donner à titre provisoire la réponse à notre question principale de recherche.

Avant de dévoiler l'hypothèse de recherche, rappelons la question centrale que soulève notre étude. Celle-ci se présente ainsi : Quelles sont les logiques sociales qui sous-tendent l'auto-emploi des élèves en dépit des dépenses scolaires générées par leurs parents ?

Notre hypothèse de recherche est que l'échec de la résilience des élèves dans l'auto-emploi s'explique par la non-assistance des parents dans leur processus de résilience.

- **Modèle d'analyse**

Par définition le modèle d'analyse est le lieu d'opérationnalisation des concepts clés de la recherche. Cette logique de recherche permet de faire la jonction entre la théorie et la pratique. Il s'agira dans cette partie de présenter notre hypothèse de recherche et de définir les concepts clés de notre étude à savoir : l'échec de la résilience et la non-assistance.

### **Le concept de l'échec de la résilience :**

L'échec de la résilience se définit ici comme étant le fait de ne pas pouvoir obtenir ce pourquoi on s'est engagé dans la résilience. Dans le cadre de notre étude, il revient ici à présenter la résilience des élèves de Diégonéfla à travers l'auto-emploi.

**Tableau 1 : Opérationnalisation de la variable dépendante : l'échec de la résilience**

|            | Variable dépendante  |   |  |
|------------|--|---|--|
| Concepts   | L'échec de la résilience   |   |  |
| Dimension  | Structurelle   | Normative   | Cognitive  |
| Indicateur | <p>-les rapports des jeunes à l'école. (la scolarisation, les instruments didactiques)</p> <p>-les rapports des jeunes à la résilience à travers l'auto-emploi. (le type d'activité, le revenu, la nature de l'activité)</p> <p>-le rapport des jeunes aux activités informelles.</p> <p>-le rapport entre élèves et parents</p> <p>-rapport entre</p> | <p>-les normes sociales qui régissent l'accès à l'auto-emploi.</p> <p>-les principes sociaux qui stimulent à la résilience.</p> <p>-Les règles formelles.</p> <p>-Les règles informelles.</p> | <p>-Représentation sociale face à l'école.</p> <p>-Représentation sociale face aux activités informelles.</p> <p>-les perceptions des élèves à l'égard de l'école et des activités informelles</p> |

|  |   |  |  |
|--|---|--|--|
|  | élève<br>et<br>responsables<br>pédagogiques |  |  |
|--|---|--|--|

### **Le concept de la Non-assistance**

Assister quelqu'un, au sens premier du terme, c'est adjoindre nos forces aux siennes afin de lui permettre de réaliser une tâche ou de surmonter une épreuve. L'assistance évoque désormais davantage le secours (aux personnes en difficulté) que le concours, la relation entre l'organisme qui assiste et la personne assistée n'est pas, ou ne devrait pas être, à sens unique. Elle implique, ou devrait impliquer, une coopération entre les deux parties en vue d'une tâche commune: établir, raffermir ou sauvegarder le lien social. Cependant, dans notre contexte, il y'a absence d'assistance de la part des acteurs envers une personne en difficulté, il y'a absence souvent de solidarité.

**Tableau 2 : Opérationnalisation de la variable indépendante : La non-assistance**

|             | Variable indépendante  |  |  |
|-------------|--|--|--|
| Concept     | La non-assistance  |  |  |
| Dimension   | Structurelle   | Normative  | Cognitive  |
| Indicateurs | -rapport des élèves avec les parents (la nature des rapports avec les parents)<br>-Les enjeux de la non-assistance<br>-Les manifestations de la Non-assistance (comment se présente la non-assistance) | - les règles de légitimité et de légitimation<br>- Les règles d'adhésion<br>- les normes sociales de légitimité et de légitimation | -Les perceptions des parents face à l'activité de leurs enfants<br>-Les perceptions des parents des enfants acteurs et actifs dans l'auto-emploi |

## **I - Délimitation du champ de l'étude**

Afin de présenter un travail concis et précis, il nous a semblé nécessaire de limiter notre champ d'étude à un double niveau : un niveau géographique et un niveau social.

### **1 - Champ géographique de l'étude**

En effet, situé en Afrique de l'Ouest, la Côte d'Ivoire est l'un des pays le plus remarquable dans la sous-région au travers de ses activités économiques. En outre, elle compte en moyenne 31 régions, dont l'une est la région Du Go. Situé dans le centre-ouest de la Côte d'Ivoire, la région du Goh, a son chef-lieu (la ville de Gagnoa). Par ailleurs cette étude est limitée géographiquement dans cette ville c'est-à-dire la commune de Diégonéfla, une telle précaution épouse les conditions de faisabilité et la clé de la lecture adoptée.

Pour mieux cerner la réalité que nous étudions, nous avons circonscrit le cadre de l'étude à la ville de Diégonéfla et plus précisément au niveau du Lycée Moderne de Diégonéfla et le collège privé Marshée. Le choix de cette ville s'explique par le fait qu'il est situé en milieu rural et est constituée d'une population à majorité paysanne. En effet, connaissant l'influence des dépenses scolaires sur le comportement des élèves et des ménages, cette localisation géographique nous permet d'identifier sans trop de difficultés les cadres sociaux et les facteurs qui conditionnent l'auto-emploi des élèves de Diégonéfla.

### **2 - Champ social de l'étude**

Nous avons composé le champ social sur l'ensemble des individus susceptibles de nous renseigner ou de constituer un canal d'accès aux informations pouvant nous aider à cerner le problème de recherche. Sur la base de nos objectifs d'étude et hypothèse opérationnelle, le choix des différentes catégories s'est fait sur le critère du

statut socioprofessionnel. Alors, nous avons décidé d'interroger trois catégories de personnes. A savoir :

- Chefs de ménages (parents d'élèves interrogés).
- responsables des établissements.
- les élèves de cette ville.

## **II - Les techniques et outils de collecte de données**

### **1 - Les techniques de collecte de données**

Plusieurs auteurs ont défini les techniques de recherche.

Selon Loubet (2009) les techniques sont « les procédés de recherches qui serviront à mettre en œuvre concrètement et à réaliser des opérations correspondantes aux différentes étapes de la méthode ».

Une technique est définie comme un ensemble de démarches préétablies à effectuer dans un certain ordre et éventuellement dans un certain contexte (Deketele, J.M et Rogier, 1996).

Partant de ces deux définitions, nous pouvons préciser que les techniques sont des moyens et des outils qui sont au service de la méthode. Au cours de notre enquête, nous avons utilisé les techniques suivantes : La technique documentaire, l'enquête exploratoire, observation et le guide d'entretien. Et du côté des outils, nous allons faire usage de l'observation et du guide d'entretien.

## ***1.1 - La technique documentaire***

Faisant allusion à l'importance de la documentation, Trembley (1968) précise qu'elle apporte « certains types de matériaux sur des événements passés que d'autres techniques seront incapable de procurer, elle évite des démarches inutiles là où les matériaux existants sont suffisamment riches pour admettre une analyse directe sans nécessité de supplémenter les faits et attitudes rapportés. Elle comble des lacunes et des vides ou vient renforcer des points de vues au moment de l'analyse, elle peut fournir des opinions contraires et contradictoires sur les problèmes étudiés suggérant ainsi de nouvelles venues d'exploitation de la réalité »

Dans le cadre de la recherche documentaire, nous avons eu recours à deux catégories de documents écrits :

- Les documents théoriques, à savoir, ouvrages et manuels base en sociologie, susceptible de nous aider à réviser certaines notions afin de cerner notre sujet
- Les documents spécialisés officiels : rapports d'études et articles de journaux se rapportant plus ou moins à notre thème. Enfin, nous avons eu recours à des sites internet tels que (Google Chrome et Wikipédia...).
- Bibliothèque de l'université Félix Houphouët Boigny (UFHB)

## ***1.2 - L'enquête exploratoire***

Dans l'optique de saisir le phénomène social qu'il étudie, le chercheur doit en plus de la documentation aller sur son terrain de recherche pour se confronter à la réalité qu'il étudie. Donc, pour cela nous avons sollicité auprès de notre structure universitaire(IES) des autorisations de recherche pour nous rendre sur notre terrain de recherche. Ainsi donc, après la phase de la documentation, l'enquête exploratoire fut celle du contact avec le terrain. C'est à cette étape de notre travail que nous avons établis les premiers contacts avec les autorités de la ville de Diégonéfla, des chefs de



ménages, des personnes ressources, des chefs d'établissements et les élèves. Ainsi, le moment fut juger opportun pour nous de tester notre guide d'entretien. Cette opération de recherche, a permis d'adapter notre outil de recueil des données à la réalité du terrain. Aussi, de peaufiner notre question de recherche et de connaître les limites et les difficultés inhérentes au terrain en vue d'une adaptation judicieuse de nos outils de recherche. Ainsi, certaines questions et même le sujet de recherche ont pu être reformulés pour faire la lumière sur certains points qui nous paraissent confus.

### ***1.3 - La technique d'entretien***

L'entretien est défini comme « un type de relation impersonnelles que le chercheur réalise avec les personnes dont il attend des informations en rapport avec le phénomène qu'il étudie » Loubet (2000).

Selon Grawitz (1996) le terme entretien correspond mieux à la notion anglaise d'interview. L'interview dans le langage courant, revêt un aspect journalistique, souvent spectaculaire, alors que l'entretien conserve un caractère sérieux et confidentiel. L'élément commun qui nous intéresse est constitué par le fait qu'il s'agit dans les deux cas d'un tête-à-tête et d'un rapport oral entre deux personnes, dont l'une transmet à l'autre des informations. Dans notre étude l'interview a été utilisée pour la collecte des informations. Nous avons fait appel à cette technique parce qu'elle donne aux répondants l'occasion de s'exprimer beaucoup plus sur un sujet donné.

### ***1.4 - L'échantillonnage***

Pour Quivy et Champanhoudt (1995) la population est la totalité des éléments ou des unités constitutives de l'ensemble considéré. Selon Deketele (1991) échantillonner c'est choisir un nombre limité d'individus dont on observe et mesure

un caractère dans le but de tirer des conclusions applicables à la population entière à l'intérieur de laquelle le choix a été fait ou à laquelle on s'intéresse.

La question reste celle de savoir comment tirer un échantillon représentatif. Pour répondre à cette question, certains auteurs proposent des formules pour constituer un échantillon représentatif de la population.

Javeau (1987) propose de prendre 20% de la population mère. Muchelli (1975) dit que « si l'univers de l'enquête est réduit, il est mieux d'interroger tous ceux qui en font partie ».

L'échantillonnage a été utile dans la mesure où il nous a permis de recueillir beaucoup d'informations dans un court délai, ce qui ne serait pas le cas si nous avions enquêté toute la population cible. Pour tirer l'échantillon de notre enquête nous avons appliqué le sondage aléatoire simple. Concernant cette méthode de tirage de l'échantillon, dans son syllabus du cours de mathématique appliquée aux statistiques de la population, Manzi fait remarquer que les échantillons aléatoires ont en commun de faire intervenir le hasard dans la désignation des éléments à interroger.

Le même syllabus poursuit en montrant que pour le tirage simple au hasard ou sondage aléatoire simple on tire directement dans la base de sondage les sujets qui composent l'échantillon simple au hasard en donnant à chaque individu une chance égale d'être sélectionné. Un tel sondage consiste à tirer dans la population de taille  $N$  un échantillon de taille fixée  $n$  sans remise, à partir des seuls identifiants de façon à ce que chaque individu ait la même probabilité d'inclusion dans l'échantillon et cela sans aucune manipulation préalable de la population (Manzi, 2005).

Notre échantillon a été constitué sur la base de l'effectif des élèves de l'année scolaire 2016/2017 contenu dans le tableau ci-dessous : (tableau3).

- **Elèves enquêtés selon les établissements**

Dans les deux établissements cités (Lycée Moderne de Diégonéfla et le collège privé Marshé) nous avons pu avoir des informations sur certains élèves exerçant dans le domaine agricole et dans l'activité de taxi selon les écoles fréquentées, informations selon lesquelles nous avons opéré le choix des écoles et des élèves à enquêter. Les écoles échantillonnées ainsi que le nombre des élèves enquêtés pour chaque école sont présentés dans le tableau ci-après.

**Tableau 3: Effectifs des élèves enquêtés selon les écoles fréquentées**

| <b>Ecole</b>                 | <b>Effectif total</b> | <b>Effectif enquêté</b> |
|------------------------------|-----------------------|-------------------------|
| 1. Lycée Moderne de Dégonfla | 4304                  | 44                      |
| 2. Collège privé Marshée     | 375                   | 30                      |
| <b>TOTAL</b>                 | <b>7679</b>           | <b>74</b>               |

**Source :** Résultats de notre enquête exploratoire d'octobre 2017.

Au Lycée moderne nous avons enquêté 44 élèves tandis qu'au collège privé Marshé, nous avons interrogé 30 élèves.

## **2-Les outils de collecte de données**

Pour avoir les informations pouvant rendre compte du phénomène social qu'il étudie le chercheur doit se munir d'un ensemble d'outil de collecte de données. Ainsi, dans notre étude, vu que notre recherche s'inscrit dans une approche qualitative, nous allons opter pour le guide d'entretien et l'observation qui sont les outils de collecte de données appropriés à ce type de recherche.

## ***2.1 - Le guide d'entretien***

Dans notre étude, nous optons pour l'entretien semi-directif. Ici, nous avons choisi l'entretien semi-directif, parce que dans ce type d'entretien l'ordre des questions n'est pas fondamental. Aussi nous savons que très souvent dans les débats, certains interlocuteurs ont tendance à donner les réponses aux questions qui ne sont pas encore posées. Or l'entretien semi-directif est flexible et nous permet de faire des relances au cours de la conversation. Ainsi à travers le guide d'entretien, nous allons recueillir les perceptions des élèves à l'égard de l'activité des champs et de l'activité de taxi moto.

## ***2.2 - L'observation***

Pour ce qui est de notre étude, nous avons opéré une observation indirecte. Cette technique nous a permis au cours de notre immersion sur notre terrain précisément dans la ville de Diégonéfla de percevoir le mode de fonctionnement des stratégies de résiliences mises en place par des élèves de diégonéfla pour faire face aux dépenses liées à l'école.

## **3 -Les stratégies de collecte de données**

Cette étape nous renvoie à expliciter la démarche ou la procédure de collecte de nos informations auprès des enquêtés sur le terrain. Alors, il reviendra pour nous d'exposer le déroulement de notre enquête proprement dite.

### ***3.1 – Le déroulement de l'enquête***

Pour la bonne compréhension de notre recherche, il nous importe ici de définir le timing de la collecte des informations à recueillir auprès des personnes ressources. En ce qui concerne notre enquête de terrain proprement dite, il reviendra de signifier que nous avons utilisé 12 jours. De façon précise dans ces 12 jours désignés, nous avons eu sur 2 jours des échanges avec le sous-préfet et les dirigeants des deux établissements sur notre sujet de recherche et sur le reste des 10 jours faire des entretiens avec les personnes ressources et les élèves au sein des établissements et en dehors des établissements.

## **4 - Les méthodes d'analyses des données**

Pour ce qui est de notre étude qui s'inscrit dans l'approche qualitative, nous avons utilisé l'analyse de contenu comme méthode pour analyser les données. En clair, notre analyse des données basée sur l'analyse de contenu concernera les données collectées à partir des entretiens effectués avec les (74) élèves issus des deux établissements.

### ***4.1 L'analyse de contenu***

Il s'agira ici pour nous d'appliquer les étapes de l'analyse de contenu à savoir l'analyse thématique les grandes thématiques, l'analyse des comportements non verbaux et l'analyse du discours (la tonalité au cours de l'entretien).

-l'analyse thématique :

Il s'agira ici de faire ressortir les thèmes récurrents dans les propos ou verbatim des enquêtés. Ce qui nous permettra de constituer de grandes thématiques importantes pour expliquer le problème à l'étude.

-l'analyse des comportements non verbaux :

Il s'agit de prendre en compte la gestuelle de l'enquêté pendant l'entretien. Car dans une analyse la gestuelle est importante à l'explication de la réalité étudiée.

-l'analyse du discours :

Il consiste à prendre en compte les différentes tonalités des enquêtés pendant la conversation. Car, les tonalités sont importantes dans l'explication de la réalité étudiée.

## **5 - Les conditions sociales de l'enquête**

Notre étude a débuté le Jeudi 18 Octobre 2017 et s'est effectuée dans un bon climat, car nous avons affaire à des intellectuels (le sous-préfet, le proviseur du Lycée, le directeur du collège privé Marshée ainsi que des indiques). Notre étude de terrain a débutée par deux visites à la sous-préfecture de Diégonéfla afin de rencontrer le Sous-Préfet, rencontres suite auxquelles, nous avons pu avoir une autorisation du sous-préfet de la ville de Diégonéfla devant être remis à chaque responsable d'établissement dans lesquels se sont déroulés notre enquête proprement dite.

En effet, notre enquête exploratoire s'est bien déroulée à l'instar de quelques difficultés rencontrées. Lors de la collecte des données, nous avons été confrontés à certaines difficultés, à savoir la barrière linguistique, un désintéressement de certains acteurs de se soumettre à notre enquête malgré la présentation de notre attestation de recherche et de notre lettre de recommandation et enfin à une situation économique difficile caractérisée par un manque de moyen financier pour les déplacements, la nourriture et tout autre besoin nécessaire pour le bon fonctionnement de l'étude.

En effet, pour surmonter la première difficulté, nous avons bénéficié des services d'un interprète qui par ailleurs est un élève membre de l'association de la nouvelle génération afin de faciliter notre intégration et la réalisation de notre étude.

Quant à la seconde difficulté, la cause principale du refus de certains élèves de répondre à notre questionnaire résidait dans le fait que la plupart des élèves n'aiment pas révéler les informations relatives à leur situation financière, scolaire et familiale. Donc, de garder dans l'anonymat leur situation familiale et financière vis-à-vis des dépenses scolaires. Ainsi, nous avons dû négocier et expliquer longuement l'importance que revêt cette étude. C'est à la suite de plusieurs négociations et explications, que certains ont accepté de participer à l'enquête.

Enfin, le manque de moyen financier, a constitué un blocage dans le déroulement de nos enquêtes du fait de la distance entre le lieu de résidence et l'espace sociale de notre étude. Toutes ces difficultés ont influencé notre chronogramme de travail et ont constitué des obstacles à l'avancement de notre étude.

DEUXIEME PARTIE :  
**Présentation du terrain de l'étude**



### CHAPITRE III-PRÉSENTATION DU TERRAIN DE L'ÉTUDE

Une fois les bases conceptuelles, épistémologiques, théoriques et méthodologiques constituées, Le chercheur doit présenter brièvement la zone d'étude y compris les pratiques sur le terrain, s'imposant comme une suite logique. En présentant le milieu d'étude dans lequel cette étude est réalisée ; nous voudrions bien soutenir à la suite de Pinto et Grawitz (1964), qu' « *il n'est pas possible d'étudier les sociétés humaines sans les placer dans leurs cadre géographique* » l'analyse du contexte de résilience des élèves dans l'auto-emploi, vise à préciser les contours réels et la signification profonde de cette notion qui est sujette à plusieurs interprétations, mais qui est pourtant pleine d'enjeux, pleine de sens et une portée stratégique pour la présente étude.

#### **1 - Historique de la ville de Diégonefla**

Diégonefla fut créé par le Capitaine Fourchard comme un campement pénitencier en 1898 et 1910. Plusieurs faits historiques ont marqué l'histoire de Diégonefla. A l'origine, le groupe Gban qui signifie "au milieu d'eux" résidait avec les Gouros dans la ville d'Oumé. Ceux-ci furent contraints par les Gouros "belliqueux" de partir de leur lieu de résidence en leur disant en langue locale "Ka gou" c'est-à-dire "allez-y", d'où le nom Gagou. Le peuple Gban s'est donc déplacé vers les Bétés de Gagnoa à Lahouda, un village de la Sous-préfecture de Diégonefla. En 1995 Diégonefla est érigé en Commune par le décret N°95-942 du 13 Décembre 1995.

#### **2 - Champ géographique de l'étude**

La présentation de la zone d'étude, permet à toute personne étrangère de prendre connaissance de la localité dans laquelle le phénomène étudié est évolué.

De ce fait, la situation de la zone d'étude s'inscrit dans un contexte plus global, qui est la Côte d'Ivoire. La Côte d'Ivoire est un pays d'Afrique occidentale, située dans l'hémisphère nord, entre le tropique du Cancer et l'Equateur. Bordée au sud par l'océan Atlantique, au niveau du golfe du Guinée. Il partage des frontières terrestres avec le Liberia et la Guinée à l'ouest, le Mali et le Burkina au nord, puis le Ghana à l'est. La Côte d'Ivoire est de nos jours subdivisée en 31 régions dont la région du Gôh, région dans laquelle se situe la sous-préfecture de Diégonéfla ou s'est tenu notre étude de terrain au niveau du Lycée Moderne de Diégonéfla et le collège Privé Marshé.

Diégonéfla est une ville du centre-ouest de la Cote d'Ivoire située à 277 Km d'Abidjan et la Commune de Diégonefla fait partir du Département d'Oumé, elle est situé dans la Région du Gôh et le District du Gôh-djiboua, elle se présente sous une forme polygonale s'incrutant plus ou moins dans la Sous-préfecture de Diégonefla et est limitée : à l'Est, par la sous-préfecture d'Oumé, à l'Ouest, parle terroir villageois de Tiégba de la Sous-préfecture de Diégonefla ; au Nord, par la Sous-préfecture de Tonla ; au Sud, par le terroir villageois de Bidié de la Sous-préfecture de Diégonéfla et le département de Lakota. Elle a une superficie de: 1256 km<sup>2</sup> et abrite une Population : RGPH (1998) : 30 348 habitants / RGPH (2014): 51 019 habitants et a une densité : 28 habitants au km<sup>2</sup>.

### **3 - Champ social de l'étude**

Diégonefla est une zone agricole (cacao-café, riz) et est constituée de plusieurs structures Financières dont une (01) agence de la COOPEC, des agences de transfert et de dépôt d'argent Orange, des agences de transfert et de dépôt d'argent MTN, des agences de transfert et de dépôt d'argent MOOV et une (01) agence de microfinance Quick cash. La ville de Diégonéfla compte plusieurs établissements scolaires, dont le Lycée Moderne de Diégonéfla et le collège privé Marshé, les deux plus grands établissements de ladite commune et regroupant des élèves de toute couche sociale,

ont fait l'objet de notre terrain d'étude à travers les élèves qu'ils abritent. En effet, la majorité des élèves de ces deux établissements sont issus de familles majoritairement paysans et donc ne disposent pratiquement pas de suffisamment de ressources financières pour l'acquittement des différents besoins nécessaires à leur épanouissement et le bien-être des acteurs de ces ménages. C'est dans cette optique que ces élèves vont se lancer dans une forme de reconstruction de soi à travers des stratégies de résilience. D'où la pertinence scientifique de notre étude dans cet espace social afin de pouvoir appréhender la représentation qu'ils se font des dépenses scolaires et de l'école, identifier les pratiques développées par les élèves par l'auto-emploi et savoir quelles sont les implications sociales liées à ces pratiques afin d'élucider notre question centrale qui est de savoir : Quelles sont les logiques sociales qui sous-tendent l'auto-emploi des élèves en dépit des dépenses scolaires générées par leurs parents ?

TROISIÈME PARTIE : RESULTATS  
**Stratégies de résiliences développées par les élèves face aux  
dépenses scolaires**

## CHAPITRE IV : LES REPRESENTATIONS SOCIALES QUE SE FONT LES ÉLÈVES DES DEPENSES SCOLAIRES ET DE L'ÉCOLE

### **I – Les représentations sociales liées aux dépenses scolaires**

#### **1-Les dépenses scolaires comme une charge économique contraignante**

Les dépenses scolaires sont perçues par les élèves comme une charge économique contraignante pour leurs parents. En Côte d'Ivoire comme dans la plupart des pays africains, les dépenses unitaires d'éducation augmentent fortement de l'enseignement primaire à l'enseignement supérieur. La gratuité de l'enseignement n'est jamais totale au niveau des familles qui, outre les coûts directs, doivent faire face à des coûts indirects, variables selon les situations familiales et les contextes : transport, nourriture, habillement, hébergement éventuel chez un tuteur, soutien scolaire à domicile, recours à une main-d'œuvre de remplacement (à des fins domestiques et/ou productives), etc. La mesure des dépenses d'éducation effectuées par les familles et du poids réel de la contrainte financière à leur niveau, constitue un enjeu de connaissance majeur dans le cadre des actions de l'EPT, alors que le principe énoncé d'une « *responsabilisation individuelle* » implique une participation accrue des familles aux dépenses d'éducation. Les dépenses de personnel sont financées en majeure partie par les administrations publiques, bien que les ménages contribuent tout de même à la rémunération des enseignants. Par contre ce sont les ménages qui financent la plus grande part des activités connexes mais tout de même essentielles à l'enseignement, comme les divers appuis à la scolarité et surtout les livres et matériel pédagogique (79% de toutes ces dépenses). En effet, nous avons observé que de par leur situation économique et sociale que les dépenses scolaires représentent une charge énorme pour les parents d'élèves dans les zones rurales car ces dépenses sont énormes et multiples. Et ces dépenses sont les suivantes : Dépenses liées à la scolarité, dépenses liées au frais de la COGES, les dépenses liées à l'achat des documents, des tenus scolaires, de la nourriture et du transport. Et cette

reconnaissance des dépenses scolaires comme étant une charge pour les parents se traduit par les propos recueils auprès des certaines enquêtes : « *Ici au village vraiment ça ne va pas. On ne sait plus ce qu'on va faire parce que les parents sont planteurs et puis les charges de l'école sont élevées et il n'y'a personne pour les aidés. En plus de sa encore il y'a la famille même qui est là, ils font tous pour la famille. En tout cas, les dépenses là les fatigues beaucoup* ».

Il ressort de cette analyse que les élèves se représentent les dépenses scolaires comme facteur d'augmentation des charges et comme une charge sociale pour les parents. Ce qui entraîne un faible rattachement des élèves à l'école.

## **2-Les dépenses scolaires comme une responsabilité personnelle des parents**

De nombreux élèves ne s'impliquent pas ou ne s'intéressent pas à une quelconque participation de la prise en charge des dépenses scolaires. En effet, nombreux sont les élèves qui estiment que la prise en charge des dépenses liées à leur scolarisation est seulement une affaire qui concerne le chef de ménage et donc ne se sentent pas concerner pas ces dépenses. Et pour motif, ils se considèrent comme étant des enfants et tout enfant se doit d'être entretenu par ces parents car ils sont sous la responsabilité de ces derniers. Et cela se traduit à travers les propos de certaines enquêtes : « *Moi je ne peux pas prendre petit argent que j'ai pour aller payer école, dans ce cas mes parents font quoi ? Ce sont eux qui doivent s'occupés de moi et donc prendre mes études en charge. Sa c'est ce qui est normal* ». Aussi, certains de ces élèves ne contribuent en rien à la prise en charge de leur scolarité tout en se basant sur le fait qu'ils ne disposent d'aucun moyen financier et ne disposent non plus de plantations et donc ils ne peuvent pas participés aux dépenses liées à leur scolarisation car cela est un devoir du chef de ménage qui lui dispose de sources de revenus. En effet, ces élèves ont cette idéologie car nombreux sont ceux qui parmi eux ne disposent d'aucun moyen financier et d'aucune source de revenu et donc la personne habilitée à gérer les dépenses scolaires est belle et bien le chef de ménage

car lui il possède des sources de revenu telle que des plantations de cacao ou de cafés. Nous pouvons illustrer cela par quelques propos des élèves : « *Moi je ne fais rien dans la vie. Je ne suis qu'un simple élève et je ne possède pas de source de revenu comme mon père et qu'est-ce que je peux ? Rien. Je ne peux rien faire c'est pourquoi c'est mon papa qui paye mes études et s'occupe de moi* ».

« *Cet argent je le garde pour les fêtes de Décembre. Et puis je suis jeune je suis jeune je dois toujours avoir de l'argent sur moi parce ce que regardez-moi, si une fille me demande de l'argent, moi grand comme sa je vais dire je n'ai rien ? Ça c'est la honte, donc mon argent là je dépense un peu un peu dans mes propres besoins. Pour mes études, mes parents sont là pour ça* ».

Il ressort de cette analyse que les élèves de Diégonéfla se représentent les dépenses scolaires comme étant une charge qui ressort de la responsabilité du chef de ménage. Ainsi, cette représentation va entraîner un désintéressement des élèves aux charges liées à leur scolarité.

## **II- Les représentations sociales liées à l'école**

### **1-L'école comme facteur contribuant à l'échec et à l'exclusion des élèves à travers l'absence de ressource économique.**

A Jomtien en Thaïlande, en mars 1990, lors de la Conférence mondiale sur l'Education Pour Tous, le constat a été fait que plus de 100 millions d'enfants n'avaient pas accès à une éducation de base et que 960 millions d'adultes étaient analphabètes. La communauté internationale, rappelant que la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme affirme que « *toute personne a droit à l'éducation* », adoptait une « Déclaration Mondiale sur l'Education Pour Tous, pour répondre aux besoins éducatifs fondamentaux ».

Cependant, les dépenses scolaires apparaissent comme des facteurs de freinage à l'avancement des élèves et aussi comme facteurs d'exclusions pour ceux-là même qui n'ont pas les moyens de s'acquitter de se devoir. En effet, ces élèves considèrent que les études sont faites pour les riches et que seule les enfants issus de familles riches peuvent évoluer dans les études par contre les élèves issus de familles pauvres ne peuvent avancer faute de moyens financiers. Cette idéologie se justifie par le fait que les parents non pas suffisamment de moyens pour faire face aux dépenses scolaires que sont : Les frais d'inscription, cahiers d'exercice, photocopies, fournitures scolaires, autres matériels divers – correspondant aux frais obligatoires réclamés aux parents pour la scolarisation de leurs enfants. Les frais exigés des parents pour la rubrique « matériel scolaire » varie d'un établissement à un autre pour l'élève du primaire et pour celui du secondaire. Ces écarts de coûts pourraient en partie s'expliquer par le fait que les commissions scolaires qui font appel à des fournisseurs officiels pour s'approvisionner en fourniture scolaire, peuvent sous-évaluer les déboursés réels effectués par les parents qui ne s'approvisionneraient pas auprès de l'établissement scolaire. Les disparités dans l'appréciation des coûts illustrent déjà toute la complexité de produire une estimation fiable et complète des frais scolaires incombant aux parents. Il ressort aussi que l'échec des élèves est provoqué par les renvois à répétitions des élèves pour scolarité impayée. Et cela occasionne des absences à certaines interrogations et devoirs de classe sanctionnés par des notes de zéro(0). Cela y va de même pour les élèves qui ne possèdent pas de documents tels que les cahiers d'intégrations imposés par l'administration et cela passif d'une sanction au niveau des notes d'interrogations et des devoirs. Cela s'illustre par les dires des enquêtés : « *Souvent nous sommes exclus des salles de classes pour scolarité impayé et tant qu'on n'a pas réglé la scolarité, on n'a pas accès aux salles de classes et pendant tout ce temps les interrogations et devoirs se font derrière nous et même pour les cahiers d'intégrations, quand on ne les possède pas alors nous avons des zéros comme notes d'interrogations. Et donc quand on n'a pas les moyens de faire face à tous cela, nous sommes obligés d'abandonner les études* ».



Sur l'exclusion, le dictionnaire pédagogique de Ferdinand Buisson de 1911 donnait comme exemple " un élève exclu de l'école normale". L'exclusion d'un établissement scolaire est une sanction codifiée. Mais cette sanction fonctionne mal lorsqu'elle concerne les enfants soumis à l'obligation scolaire... On considère comme très dommageable pour les jeunes comme pour la société l'exclusion du système scolaire. Il y a encore une trentaine d'années, seule une minorité d'enfants profitait pleinement du système scolaire. Sortir de l'école à 14 ans pour "entrer dans la vie active" n'était pas ressenti comme une exclusion au sens où nous l'entendons maintenant. Les jeunes qui entraient au travail et apprenaient leur métier "sur le tas" s'intégraient sans problème sérieux dans leur classe sociale. Certes, ils étaient exclus de l'accès à une certaine forme de culture, et de l'accès au pouvoir réservé aux enfants de la classe dirigeante. Mais ils trouvaient leur place dans le monde paysan ou le monde ouvrier avec leurs structures de reconnaissance, leur culture, leurs valeurs.

Ainsi, il ressort après analyse que les charges scolaires apparaissent comme une contrainte, comme un facteur d'exclusion du système scolaire et comme un facteur de l'échec scolaire et comme une charge sociale (prix élevés de la scolarisation, frais de transport élevés, prix élevé des documents). Ainsi donc l'école apparaît comme un espace discrédité qui ne garantit pas obligatoirement la réussite des élèves.

## **2- L'école comme une source d'investissement non rentable**

Le développement de l'usage de la notion de pauvreté et son évolution sémantique au sein des organisations internationales ont créé en quelques décennies un discours dominant, présentant la politique de scolarisation et d'alphabétisation actuelle comme un dispositif sans faille de lutte contre la pauvreté.

Ainsi, il ressort qu'au niveau des élèves de la ville de Diégonéfla, l'école apparaît comme une source non rentable pour eux et les dépenses liées à l'école apparaissent comme une source de pauvreté pour leurs parents qui déjà travers des

situations économiques difficiles. En effet, ces acteurs considèrent que l'école est un investissement non rentable car après l'obtention des diplômes, nombreux sont ceux qui ne trouvent pas de travail et reviennent à la terre faute d'un manque de boulot. Aussi les parents étant en majorité des paysans ne disposent pas d'un salaire mensuel. Ils ne vivent que des ressources tirées de la vente de leurs produits agricoles tels que le cacao et le café et sont responsables de toute une famille dont ils représentent les premiers gages de sécurité. Ainsi donc, si en plus de la prise en charge des dépenses de consommations au niveau de la famille, les chefs de ménages doivent faire face à des dépenses scolaires élevées, il y'a alors risque d'appauvrissement de ces ménages. Certains pensent que scolariser ses enfants, c'est prendre le risque de s'enfoncer davantage dans la pauvreté car l'école apparaît à leurs yeux comme une source d'investissement non rentable. Cela s'illustre par les dires des enquêtés : Si les enfants scolarisés ne trouvent pas d'emploi ou de sources de revenus, *« ça peut amener une colère, un mécontentement, une souffrance et une vie misérable [...]. Tout est gâté : toi qui les as inscrits, tu n'auras plus rien et tu porteras toutes les différentes charges. Tu les as fait rentrer en croyant qu'ils allaient percer et t'aider. Mais ça ajoute aux rires car, dans les membres de la famille, il existe forcément quelqu'un qui n'a pas inscrit un enfant et qui dira : "han ! C'est pour cela que moi je n'ai pas pris mon enfant pour l'inscrire. Tu as inscrit ton enfant, tu n'as fait que des dépenses, qu'est-ce qu'il a gagné ? Moi qui ne l'ai pas inscrit, je te dépasse". C'est là que tu verras que ta vie est devenue vraiment plus misérable qu'avant »*.

En somme, l'école apparaît pour ces élèves comme une contrainte, comme un facteur d'augmentation des charges sociales et comme une charge sociale. L'école apparaît aussi pour ces élèves comme un espace discrédité qui ne garantit pas obligatoirement la réussite des élèves. Ce qui entraîne un faible rattachement des élèves à l'école à tel point qu'ils peuvent quittés l'école pour s'adonner à une activité. Ces logiques sociales de l'école ne peuvent pas entraîner un choc à leur niveau pour

les pousser à une résilience totale pour le règlement de leurs dépenses scolaires. C'est pourquoi à travers leurs activités d'auto-emploi, ils n'arrivent à parvenir à la résilience quant au règlement de leurs dépenses scolaires. Car, la résilience est la capacité d'un acteur, d'une communauté de personne ou d'une population à surmonter un traumatisme, de repartir de l'avant et d'orienter sa vie vers le succès.

## CHAPITRE V : LES PRATIQUES DEVELOPPEES PAR LES ELEVES DANS L'AUTO-EMPLOI

Au niveau des pratiques développées par les élèves dans l'auto-emploi, il apparaît dans un premier temps que ces élèves sont actifs dans plusieurs domaines du secteur informel à savoir les pratiques liées aux activités commerciales. Ces pratiques regroupent entre autre les activités de taxi-moto et les activités de maçonneries. Ensuite dans un second temps, ces élèves sont impliqués dans les activités liées aux travaux des champs tels que les activités liées au nettoyage des champs et les travaux liés à la production de manioc. Il est important pour nous de rappeler que ces activités représentent une forme de résilience pour ces élèves en vue de faire face à la problématique des dépenses scolaires.

### **I - Les pratiques liées aux activités commerciales**

#### **1 - L'activité de taxi-moto**

L'activité de taxi-moto qui est une activité informelle apparaît aujourd'hui comme une stratégie de résilience développée par les élèves de Diégonéfla afin de faire face au problème des dépenses liées à leur scolarité. En effet, cette activité a été développée par ces élèves dans le but de remédier au problème des dépenses scolaires auxquels ils se retrouvent confrontés chaque année. Ainsi donc, c'est une activité qui se déroule au sein d'une organisation bien structurée dénommée UTTM (Union des Transporteurs de Taxis Motos). Parmi ces élèves exerçant cette activité de taxi-moto, il existe deux catégories d'acteurs : les élèves propriétaires de leur activité et les élèves contractuels. C'est une activité exercée par ces élèves pendant les vacances et même pendant la période scolaire (aux heures libre et les Week-ends) et pendant les congés. Au niveau de la rémunération, pour un contractuel, les tarifs dépendent du lieu où l'on veut se rendre et de la distance. Les tarifs partent de 500 francs pour la plus petite distance à 7000 francs pour les endroits les plus reculés. Et le contractuel se doit de verser un quota allant de 3000francs à 4000francs au propriétaire une fois

la journée terminée et après avoir fait le plein de carburant. Comme salaire, ils se payent eux-mêmes en fonction de leur gain et après avoir remplir les conditions du propriétaire et cette rémunération peut être évalué entre 2000 et 3000 francs par soirée. Concernant les élèves propriétaires de taxi moto, leurs revenus dépendent de la gestion de leur moto taxi. Etant eux-mêmes au contrôle, ils peuvent avoir un revenu allant de Cinq-mille (5000) francs à Dix-mille (10000)francs par jour et lorsqu'ils sont occupés par les cours, ils font appel à un individu pour un contrat, alors ces derniers peuvent se retrouvés avec un revenu de 3000 mille à 4000 mille francs par jours. C'est en effet cela que corrobore les propos des enquêtés : *« Je fais l'activité de taxi-mot quand je suis libre »*. *«Moi je suis propriétaire de ma moto donc je travaille pour moi-même quand je ne suis pas à l'école. Mais quand je suis au cours, je donne la moto à quelqu'un et il travaille avec. Maintenant pour ceux qui n'ont pas de moto, ils roulent pour les autres c'est comme ça sa se passe »*. *« Au niveau de taxi-moto là sa dépend. Moi je suis propriétaire de ma moto et donc quand je roule moi-même et quand je rentre le soir, je peux me retrouver avec 10000fr si j'ai bien gérer et ca sa dépend des moments. Mais quand je suis à l'école, je donne la moto à quelqu'un et il roule et puis lui il doit m'envoyer entre 3000 et 5000fr le soir. C'est ce que je gagne dedans comme argent »*. Quant au syndicat, il fait des prélèvements sur chaque moto. Le syndicat fabrique des plaques d'immatriculation qu'il vend à 15 000 FCFA. Au tout début de cette activité dans cette ville, plaques étaient vendues à 30 000 FCFA et ensuite à 20 000 FCFA. Les plaques qui ne sont pas officielles, car non délivrées par l'administration, ont permis d'identifier non seulement les conducteurs mais aussi les motos-taxis. Il y a environ 200 à 300 motos-taxis dans la ville de Diégonéfla. Sur une base journalière, le syndicat prélève la somme de 500 FCFA par moto. De cette somme prélevée, 300 FCFA vont dans la caisse du syndicat et 200 FCFA servent de taxe journalière. Cette somme de 200 FCFA permet d'acheter un ticket journalier de couleur jaune qui donne ainsi l'autorisation aux conducteurs de circuler toute la journée. Les sommes prélevées par le syndicat permettent d'entretenir des relations cordiales avec les autorités de la ville

et de s'occuper des cas d'accidents. Régulièrement, le syndicat propose des gadgets (teeshirts, chasubles, badges, cache-nez) aux conducteurs des motos-taxis.

Ainsi, l'activité de taxi-moto, activité menée par les élèves de Diégonéfla comme stratégie de résilience pour faire face au problème lié aux dépenses scolaire se révèle comme une activité prometteuses car elle représente une activité ayant des revenus importantes pouvant solutionnée le problème auquel les élèves sont confrontés et apparait aussi comme un moyen de reconstruction sociale afin d'occuper une position au sein de la communauté.

## **2 -L'activité de l'aide maçon**

L'activité de l'aide maçon est une activité qui a pris de l'ampleur dans la ville de Diégonéfla. Cette activité apparait comme une stratégie de résilience développée par les élèves pour palier à certains problèmes économiques. L'aide-maçon ou l'aide-maçonne participent à la réalisation de la mise en place d'un bâtiment (fondations, murs, cloisons) ou de travaux de génie civil (murs de soutènement, piliers). Ils collaborent à la construction d'ouvrages en pierre, en brique, en béton armé, en terre rouge (géo-béton) ou mettent en place des éléments préfabriqués (escaliers, cheminées, etc.). Dans les ouvrages de génie civil, ils aident à la réalisation des terrassements et à la pose de canalisations ou de conduites industrielles. Les aides-maçons soutiennent les équipes de chantier dans leurs activités en exécutant des travaux simples sous la supervision de professionnels expérimentés. Leurs principales activités consistent à:

- Installer le chantier et assurer la sécurité (pose de barrières et de panneaux de protection);
- Préparer le terrain pour l'implantation de la construction ;
- Procéder à des terrassements et à des travaux de remblayage : travaux de fouilles, stabilisation et protection des talus ;

- Poser des canalisations ou des conduites de drainage ;
- Préparer les coffrages pour les fondations, les piliers de soutiens, les parois, etc.;
- Poser des armatures en acier : assembler les tiges d'acier et les fixer en se référant aux plans ;
- Mettre en place le béton : assurer la manutention, le coulage et le traitement du béton à la main ou à l'aide de machines ;
- Monter des murs et autres éléments de maçonnerie ;
- Poser des éléments préfabriqués (dalles, étais, cheminées, tablettes de fenêtres, etc.);
- Mettre en place des échafaudages et des protections latérales ;
- Utiliser les petites machines de chantier dans le respect des règles de sécurité ;
- Soutenir les responsables de chantier dans les travaux de mesures et pour la rédaction des rapports ;
- Préparer et exécuter les travaux de déconstruction et de démontage ;
- Démonter les installations ;
- Remettre le terrain en état, en tenant compte des règles de protection de l'environnement.

Les aides-maçons travaillent en équipe et leurs horaires varient en fonction de la saison. Ils s'activent en plein air, par tous les temps, sous la responsabilité des chefs d'équipe et des contremaîtres et collaborent avec d'autres professionnels du bâtiment: carreleurs, charpentiers, étancheurs, façadiers, constructeurs de routes, paveurs, etc. Ainsi, au niveau des revenus, ces élèves sont rémunérés par jour. Ils peuvent se retrouver avec des sommes de 2000 francs chaque soir quand ils se retrouvent sur un

petit chantier et gagne entre 2500 francs et 3000 francs chaque soir lorsqu'il s'agit de grands chantiers. Cette activité, leur permet d'accumuler des revenus mensuels allant de soixante-milles (60000) à quatre-vingt-dix-milles (90000) par Moi et ceux lorsqu'ils travaillent à plein temps soit pendant les vacances, pendant les congés et quand ils disposent de temps libre. A cet effet, un élève s'exprime en disant : « *Moi quand je trouve mes contrats d'aide-maçon, c'est que je suis libre sinon je n'allais pas aller chercher. Je fais ça quand je suis en vacance, pendant les congés et même pendant l'année scolaire et cela me permet d'avoir un peu d'argent sur moi. Je peux gagner au moins 2000 francs chaque soir et ça me fait beaucoup dans le Moi* ».

Ainsi, suite à cette analyse, il ressort que les élèves de Diégonéfla afin de faire face aux dépenses liées à leur scolarisation développent des stratégies de résilience dans le domaine de la maçonnerie. Cette stratégie apparaît comme une solution à leur problème car elle représente une source économique importante pour ces élèves.

## **II-les pratiques liées aux travaux des champs**

Au niveau des activités liées aux travaux des champs, il apparaît que les élèves se retrouvent dans deux types d'activités à savoir : les activités liées au nettoyage des champs et l'activité liée au domaine de production de manioc.

### **1-Les pratiques liées au nettoyage des champs**

Au niveau des pratiques liées au nettoyage des champs, il apparaît que certains élèves se mettent en association comme nous avons pu le constater avec l'association de la nouvelle génération (Goudi boboda) qui se constitue de trente (30) personnes, nous avons aussi l'association des jeunes baoulés (Bléha Nianda) et aussi les leaders (Goudi boboda). Certains préfèrent travailler entre amis par groupe de quatre (4) à (5) personnes, individuellement et d'autres qui eux même sont propriétaires d'une exploitation agricole. Ces travaux exercés dans les exploitations agricoles se font



selon plusieurs types de contrats et la rémunération se fait en fonction des types de contrats. Nous avons entre autre les contrats tels que le tréclé qui est rémunérer à hauteur de 1500 franc par individu à la fin des travaux et cela est pareil que pour le carré. Aussi, il existe le contrat à l'hectare qui consiste à nettoyer un hectare de plantation et sa rémunération varie entre trente mille francs(30000) et quarante-cinq mille francs(50000) et enfin nous avons le contrat communément appelé Aboussan qui consiste à travailler dans une plantation et à être rémunérer au moment de la grande traite des producteurs et l'Aboussantier bénéficie des 1/3 de chaque récolte. Mais l'obtention de la prestation de ces élèves par une tierce personne, passe nécessairement par une demande (une réservation de place) de l'intéressé adresser aux élèves qui est d'une valeur de 200 francs. Pour finir, ces derniers arrivent à totaliser au terme de l'année des sommes allant de trois-cent mille(300000) à sept-cent mille(700000), gain qu'ils se répartiront plus tard. Il est aussi important de mentionner que ces élèves s'adonnent à ces travaux pendant les vacances et même pendant la période scolaire lorsqu'ils disposent de temps libres. Et cela se traduit par les propos de certains enquêtés : « *Moi je travaille seul et je fais les activités des champs, je ne suis pas dans une association* ». « *Ici nous on travaille souvent de façon individuelle ou bien en groupe. Bon moi comme cela, j'appartiens à une association (Association des Jeunes Baoulés) mais quand j'ai un contrat individuel, je m'en vais faire sa* ». « *Ici par rapport à l'argent, ça dépend d'abord du type de contrat pour nous qui faisons cette activité là. Quand tu prends au niveau du contrat qu'on appelle Tréclé par exemple, tu es payé à 2000fr c'est un peu même chose que le Carré. Maintenant, si tu veux qu'on travaille sur 1hectar, là tu vas au moins payer 35000francs sinon plus. Donc on garde tous cet argent pour que le reste de l'argent puisse rentrer et quand tous rentre, on se retrouver avec 200000 à 260000 milles pour le groupe* ».

Ainsi, suite à cette analyse, il ressort que les élèves de Diégonéfla afin de faire face aux dépenses liées à leur scolarisation développent des stratégies de résilience

dans le domaine informel tel que les activités des champs. Ces stratégies apparaissent comme une forme de solution à leur problème car elles représentent des sources économiques importantes pour ces élèves.

## **2-Les pratiques liées à la production de manioc**

Autrefois considérée comme une culture de soudure et destinée essentiellement à l'autoconsommation, la demande croissante en produits dérivés du manioc (attiéké, pâte pressée) pour les centres urbains et les filières d'exportation crée aujourd'hui des opportunités intéressantes de revenus, et notamment pour les femmes qui sont au centre de la production et des opérations de transformation et de commercialisation. Ces activités leur permettent de s'insérer dans le secteur marchand agricole et d'améliorer leurs conditions de vie : sortir de la pauvreté, améliorer la scolarité et l'accès aux soins. En effet, les élèves de Dégonfla s'adonne aujourd'hui à la production du manioc car ce domaine représente pour eux une source d'entrée d'argent pouvant leur permettre d'améliorer leur condition de vie. Le manioc est cultivé dans 3 types d'exploitations agricoles : les champs individuels, les champs collectifs ou associatifs, les unités entrepreneuriales. Ces derniers types sont plus rares car en général, les grandes exploitations (de plus 10 ha) se consacrent plutôt aux cultures pérennes d'exportation (cacao, café, palmier à huile, hévéa). Une agriculture contractuelle est cependant en train d'émerger à l'initiative des unités de transformation industrielles qui s'installent autour des zones de production, et qui cherchent à sécuriser leur approvisionnement par le biais de contrats, ou de protocoles d'accord. Ces contrats engagent les producteurs à livrer la totalité de manioc qu'ils produisent et doivent suivre les recommandations techniques des encadreurs de l'usine, notamment dans le choix des variétés de manioc adaptées aux besoins industriels de l'unité de transformation. Les unités individuelles sont les plus courantes. Ce sont surtout des femmes qui cultivent les champs de manioc, le plus souvent entre 0,25 ha et 0,50 ha. Elles font généralement appel à des journaliers

hommes pour les travaux les plus physiques, tels que le défrichage, le buttage et l'arrachage des racines au moment de la récolte. Le reste des travaux (sarclage, groupement des racines au point de collecte) sont faits par elles-mêmes, avec l'aide des membres de leur famille et/ou avec un système d'entraide où plusieurs femmes se regroupent pour travailler les parcelles de chaque membre du groupe à tour de rôle. Les jeunes travaillent aussi dans des groupements artisanaux et semi-industriels de manioc en qualité de main d'œuvre familiale ou salariée pour des tâches ponctuelles ou journalières, telles que le ramassage, l'épluchage, le lavage, le calibrage et la cuisson. Selon nos enquêtes, ils sont rémunérés soit au prorata de la tâche exécutée, ou bien perçoivent entre 1000 et 1500 FCFA par jour. Et pour ceux qui sont propriétaires, leur revenu varie entre 45000 francs et 60000 francs par tonne.

Ainsi, ces différentes pratiques apparaissent comme des formes de résilience pratiquée en vue de faire face aux problèmes des dépenses liés à la scolarité car ces pratiques que sont : les pratiques liées aux activités des champs et les activités commerciales représentent des sources de revenus très importantes. Et donc leur pratique se révèle comme bénéfique pour ces élèves dans la régularisation de leur situation scolaire.

## CHAPITRE VI : LES IMPLICATIONS SOCIALES LIEES A CES PRATIQUES

Au niveau des implications sociales liées à ces pratiques, il revient ici à faire ressortir l'usage des ressources obtenues au cours des différentes pratiques développées par les élèves à travers des stratégies de résilience dans l'auto-emploi. En effet, il ressort que les différentes pratiques développées par les élèves représentent des sources de revenus non négligeables. Ainsi, avec ces ressources obtenues les élèves auront tendance à faire des investissements dans divers domaines autres que celui de l'éducation. On observe dans un premier temps que les élèves font un usage personnel des ressources obtenues à travers l'achat de biens matériels et les investissements dans la mode. Et dans un second temps, on observe un usage de ces fonds dans la création d'autres activités tels que les investissements dans le domaine agricole à travers la création de plantations et les investissements dans le domaine du transport.

### **I - L'usage des fonds générés à des fins personnelles**

#### **1 - Investissement dans les biens matériels**

Au niveau des investissements dans les biens matériels, il ressort que les élèves de Diégonéfla ont tendance à faire des fonds générés par leurs activités un usage personnel à travers l'achat de biens matériels tels que les portables hautes gammes, les chaussures, les vêtements et aussi la consommation de nourriture. En effet, il apparait clairement que les élèves de Diégonéfla, une fois en possession des revenus tirés des activités qu'ils mènent ont une préférence pour l'achat de portables hautes gammes dont les valeurs peuvent être estimées à environ 30000 francs et 45000 francs. Aussi, ils s'adonnent à l'achat de vêtements, de chaussures et une part est destinée à la consommation de nourriture et l'entretien de leurs copines concernant les garçons et ceux au détriment des dépenses liées à la scolarité. C'est en effet cela que corrobore les propos des enquêtés : *«Moi quand je travail et que je gagne de l'argent, je prends sa pour m'acheter des portables et aussi des habits, c'est ce qui*

*est important pour moi. Un homme doit pouvoir s'habiller et donc mon argent je le mets dans habits, chaussures, portables ».*

Les investissements dans les biens matériels à travers l'achat d'objets de valeurs apparaissent comme une priorité pour les élèves au détriment des dépenses scolaires. Donc au regard de ce qui précède, les élèves entretiennent un rapport de désintéressement à l'égard des dépenses liées à l'école.

## **2- Investissement au niveau du divertissement**

L'usage des fonds générés par les activités développées par ces acteurs apparaissent à plusieurs niveaux. Certains de ces acteurs ont tendance à mettre en avant le divertissement. En effet, certains élèves montrent une préférence à l'égard du divertissement à travers les sorties et les fêtes notamment les fêtes de fin d'année. Ils utilisent ces sommes générés par les activités pour la préparation des fêtes de fin d'année qui a lieu en Décembre. Car selon eux, c'est une période très importante pour eux (période de réjouissance) dont la réussite passe nécessairement par la mobilisation de moyens financiers importants. Ces ressources permettent aussi à ces acteurs de pouvoir paraître aux yeux de tous à travers le système « boucantier » qui est un phénomène émergent dans cette société et qui consiste à faire le malin avec de l'argent. C'est en effet cela que corrobore les propos des enquêtés : *« Cet argent je le garde pour les fêtes de Décembre. Et puis je suis jeune je suis jeune je dois toujours avoir de l'argent sur moi parce ce que regardez-moi, si une fille me demande de l'argent, moi grand comme sa je vais dire je n'ai rien ? Ça c'est la honte, donc mon argent là je dépense un peu un peu dans mes propres besoins. Pour mes études, mes parents sont là pour ça ».*

Ainsi, les dépenses allouées aux différentes festivités apparaissent comme une priorité pour ces jeunes au détriment des dépenses scolaires dont ils doivent faire face. Et ces désintéressements à l'égard des dépenses scolaires laissent entrevoir le faible rattachement des élèves à l'école.

## II- Investissements dans la création d'autres activités

### 1-L'investissement dans le domaine agricole à travers la création de plantation

Dans le domaine des investissements, à l'instar des acteurs qui mettent l'accent sur les investissements personnels à travers l'achat de biens matériels, certains élèves éjectent les ressources tirées des activités menées dans la création de plantation afin de se reconstruire socialement. Et ceux, en dépit des problèmes liés aux dépenses scolaires auxquels ils sont confrontés et face auxquels ils font preuve de désintéressement. En effet, certains élèves trouvent judicieux d'investir les moyens obtenus lors des activités dans le domaine agricole par la création de plantation ou l'achat de plantation. Cela pourra leur permettre d'avoir une bonne situation économique et sociale. La création de ces plantations apparaît comme une alternative privilégiée face à la cherté de l'école, des représentations qu'ils ont des dépenses scolaires car pour eux, les dépenses scolaires sont sources d'appauvrissement, source d'exclusion, provoque les échecs scolaires et l'école elle-même ne garantit pas la réussite. A cet effet, un élève s'exprime en disant : *« Pour moi, si aujourd'hui j'ai l'opportunité de pouvoir avoir moi-même ma plantation ou bien ma propre moto, je vais laisser l'école parce que, il y'a trop de dépenses là-dedans et puis quand on finit les études il n'y'a même pas de travail et on revient s'asseoir au village. Donc si je gagne de l'argent avec les contrats que je fais, je vais acheter ma moto et aussi si je gagne plus d'argent je vais me faire une plantation de cacao. Il y a l'argent dans plantation. L'école c'est pour nous faire dépenser pour rien »* Ainsi donc, les élèves utilisent ces fonds pour la création de plantation en vue de se reconstruire socialement. Cela révèle que les perspectives de résilience ne sont pas en faveur de l'école mais en faveur d'autres réalités sociales comme les investissements dans les plantations.

## 2- Investissement dans le domaine du transport

Aussi, au niveau des investissements, à l'instar des acteurs qui mettent l'accent sur les investissements personnels à travers l'achat de biens matériels, certains élèves éjectent les ressources tirées des activités menées dans le domaine du transport à travers l'achat de taxi-moto afin de se reconstruire socialement. Et ceux, en dépit des problèmes liés aux dépenses scolaires auxquels ils sont confrontés et face auxquels ils font preuve de désintéressement. En effet, certains élèves trouvent judicieux d'investir les moyens obtenus lors des activités dans le domaine du transport à travers l'achat et la mise en circulation de taxi-moto. Cela pourra leur permettre d'avoir une bonne situation économique et sociale. L'investissement dans le domaine du transport apparaît comme une alternative privilégiée face à la cherté de l'école, des représentations qu'ils ont des dépenses scolaires car pour eux, les dépenses scolaires sont sources d'appauvrissement, source d'exclusion, provoquent les échecs scolaires et l'école elle-même ne garantit pas la réussite. A cet effet, un élève s'exprime en disant : *« Pour moi, si aujourd'hui j'ai l'opportunité de pouvoir avoir moi-même ma plantation ou bien ma propre moto, je vais laisser l'école parce que, il y'a trop de dépenses la-dedans et puis quand on finit les études il n'y'a même pas de travail et on revient s'asseoir au village. Donc si je gagne de l'argent avec les contrats que je fais, je vais acheter ma moto et aussi si je gagne plus d'argent je vais me faire une plantation de cacao. Il y a l'argent dans plantation. L'école c'est pour nous faire dépenser pour rien »*

Ainsi donc, les élèves utilisent ces fonds des sommes générées un usage personnel. Ils utilisent ces fonds pour leur divertissement, la création d'autres activités dans le domaine agricole et du transport et ces fonds servent aussi à une intégration à certains groupes et cela laisse entrevoir l'effet de mode. Donc au regard de ce qui précède, les élèves entretiennent un rapport de désintéressement à l'égard des dépenses scolaire et donc à l'école. Cela révèle que les perspectives de l'auto-emploi des élèves ne sont pas en faveurs de l'école mais d'autres réalités sociales

comme la mode, l'imitation les besoins personnels. Cela est dû à la non-assistance des parents car selon la théorie de la résilience, un acteur social en perspective de résilience doit être assisté, on parle donc de résilience assistée. Ce sont donc les raisons de la non-résilience des élèves de Diégonéfla.

En somme, l'interprétation du phénomène de la non-résilience des élèves de Diégonéfla face à leurs dépenses scolaires montre que ceux-ci ne peuvent pas aboutir à la résilience à cause de la non-assistance des parents et des représentations qu'ils ont des dépenses scolaires et de l'école.



## CONCLUSION

Au total, il convient de présenter le bilan de notre étude. Mais avant, il est impérieux de rappeler les objectifs que nous nous sommes fixés. En entreprenant d'effectuer cette étude sur « Dépenses scolaires et stratégies de résilience des élèves de Diégonéfla par l'auto-emploi informel » nous nous sommes questionnés de savoir : **«Quelles sont les logiques sociales qui sous-tendent l'auto-emploi des élèves en dépit des dépenses scolaires générées par leurs parents ? »**. Ainsi malgré toutes les stratégies de résilience adoptées et les revenus issus de ces activités, les élèves de Diégonéfla n'arrivent toujours pas à faire face aux dépenses liées à l'école. Cette situation met en exergue un problème de résilience des élèves face aux dépenses liées à l'école. Pour y répondre, nous avons formulé une hypothèse comme suit: **« L'échec de la résilience des élèves dans l'auto-emploi s'explique par la non-assistance des parents dans leur processus de résilience.»** A cet effet, nous avons eu pour objectifs général l'analyse des logiques sociales qui sous-tendent la persistance des problèmes au niveau des dépenses scolaires des élèves de Diégonéfla et nous avons eu pour objectifs spécifiques de décrire les représentations que se font les élèves des dépenses scolaires et de l'école, montrer les pratiques développées par les élèves dans l'auto-emploi et analyser les implications sociales liées à ces pratiques. Comme résultats, l'analyse des données de l'enquête nous a révélé que l'échec de la résilience des élèves de Diégonéfla à travers l'auto-emploi est dû à la non-assistance des parents et à la représentation que se font les élèves de Diégonéfla des dépenses scolaires et de l'école.

## BIBLIOGRAPHIE

AIGINGER, K. (2009). *Strengthening the resilience of an economy*.

ANAUT, M. (2002). *Résilience, Transmission et élaboration du trauma dans l'écriture des enfances blessées*, Nathan Université, volume 41, N °5, P.383-388

ARIES, P. (1973). *L'enfant et la famille sous l'ancien régime*, Paris, Seuil.

ASSOGBA, Y. (2011). *Insertion des jeunes exclus en Afrique*, Recherche n°39, Université du Québec en outaouais.

BANQUE MONDIALE, (2006). « *La parole est aux pauvres* ».

BOURDIEU, P., et PASSERON, J.C. (1970). *La reproduction*, Paris, Edition de Minuit.

BRUIJN, D., et EETEN, V. (2007). *Résilience: exploré le concept et sa signification*.

CATTE, R. (2005). *The effect of economic resilience on private investment in selected Malaysian economic sectors*.

CEPICI, (2015). *L'entrepreneuriat national : Cheval de bataille du cepici ; new letter du guichet de l'investissement*, Février 2015.

CHIGUNTA, F. (2002). *L'entrepreneuriat chez les jeunes : relevé les grands défis stratégiques*, Idées, concepts et politiques.

CYRULNIK, B., et POURTOIS, J.P. (2007). *École et résilience*, Paris, Odile Jacob.

DEKETELE, J.M. (1991). *Méthodologie de recueil d'information*, Bruxelles deboeck.

DEKETELE, J.M., et ROGER, X. (1996). *Fondement des méthodes d'observation de questionnaire, d'interview et d'étude de document*, 5<sup>e</sup> éd, deboeck.

ENV, (2015). « *Enquête sur le niveau de vie* ».

EJZYN, T., et CLOOT, T. (2017). *Comment stimuler l'entreprenariat chez les jeunes en Belgique : Analyse et recommandations en vue de promouvoir une meilleure culture entrepreneuriale auprès des jeunes en Belgique*, TINERA INSTITUTE ANALYSE, Expertse-Pathways-Impact, 17/08/2017.

GALLAND, O. (2011). *Les jeunes dans la société, colloque du conseil d'orientation des retraites*, Maison de la chimie, paris.

GAUVIN-LEPAGE, J., et LEFEBVRE, H. (2010). *La résilience familiale : essai de définition à partir d'une perspective humaniste*.

GONNET, G., et KOFFI, K.J.M. (2010). *Résilience, cicatrices, rébellion*. Paris : L'Harmattan.

GRAWITZ, M. (1996). *Méthodologie des sciences Sociales*, Paris, Dalloz.

INJEP, (2001). « *les jeunes de 1950 à 2000, un bilan des évolutions* », INJP, 2001.

JAVEAU, C. (1987). *Enquête par questionnaire*, Bruxelles, éd. Université de Bruxelles.

LECOMTE, J. (2006). 'La résilience après maltraitance, fruit d'une interaction entre l'individu et son environnement social', Cahiers de psychologie politique (revue électronique), 8 juillet.

LEFEBVRE, H., et LEVERT, M.J. (2005). « *Traumatisme craniocérébral: de la souffrance à la résilience* », Frontières, vol. 17, no 2, p. 77-85.

LEFEBVRE, H., LEVERT, M.J., et GAUVIN-LEPAGE, J. (2010). *Intervention Personnalisée d'Intégration Communautaire (IPIC) et résilience*. Frontières, 22(1-2), 78-84.

LOUBET, J.M. (2000). *Initiation aux méthodes des sciences sociales*.

MANZI, A.S. (2005). *Syllabus du cours de mathématique appliquée aux statistiques de la population*, inédit, ULK Gisenyi.

MAROC, (2014). Rapport : « *Investir dans l'emploi des jeunes pour faire face au chômage et à la précarité* ».

MASTEN, A.S., et POWEL, J.L. (2011). *Resilience in children threatened by extreme adversity: Frameworks for research, practice, and translational synergy*. Development and Psychopathology 23.

MUCHIELLI, R. (1975). *Le questionnaire dans l'enquête psychosociale*, Librairie technique.

NJIKAM, G.B., TCHOFFO, R.M., et MWAFFO, V.M. (2005). *Caractéristiques et déterminants de l'emploi des jeunes au Cameroun* ; Bureau international du travail-Genève.

OCDE, (2010). « *Synthèse sur l'entrepreneuriat des jeunes : l'activité entrepreneuriale en Europe* » ; OECD iLibrary: <http://www.oecd-ilibrary.org/> La librairie en ligne de l'OCDE: <http://www.oecdbookshop.org/>, 2010.

OIT, (2016). « *L'entrepreneuriat des jeunes au cœur de l'agenda de développement durable de l'Afrique selon l'OIT* », communiqué de presse 14 Mars 2016.

ORIVEL, F. (2006). *Les économistes et l'éducation*, Traité des sciences et des pratiques de l'éducation, Dunod, pp.31-41.

PINTO, R. et GRAWITZ, M. (1964). *Méthode des sciences sociales*, 2 tomes, Paris, Dalloz, XII-955 P.

POMPA, C. (2016). « *Faire de l'entrepreneuriat une voie viable comment les institutions d'EFTP peuvent-elle contribuer à promouvoir l'entrepreneuriat ?* », conférence virtuelle sur le TVeT Forum du 18 au 19 juillet.

QUIVY, R. et CAMPENHOUDT, L.V. (1995). *Manuel de recherche en sciences sociales*, Paris Dunod.

SEN, A.K. (1999). *Development as Freedom*. Oxford: Oxford University Press.

TISSERON, S. (2008). *La résilience*. Paris : Coll. « Que-sais-je ? », PUF.

TREMBLEY, M.A. (1968). *Initiation à la recherche dans les Sciences Humaines*, Macgrow Hill, Montréal.

WILDAVSKY, A. (1988). *Searching for safety*. New Brunswick, NJ: Transaction Press.

## ANNEXES

### Guide d'entretien

- 1) Quel âge avez-vous ?
- 2) Quel est votre niveau d'étude ?
- 3) Quel est votre niveau d'étude ?
- 4) Quel est votre statut matrimonial ?
- 5) Vivez-vous en famille ?
- 6) Que font les parents comme activité ?
- 7) Que représentent les dépenses scolaires pour vous ?
- 8) Que représente l'école pour vous ?
- 9) Exercez-vous une activité ?
- 10) Quel type de travail faites-vous ?
- 11) D'où est venue l'idée de faire ce travail ?
- 12) Que représente ce travail pour vous ?
- 13) Comptez-vous exercer cette activité sur de long terme ? si oui justifiez-vous.
- 14) Que gagnez-vous comme revenu par rapport à cette activité ?
- 15) Etes-vous rémunéré mensuellement, quotidiennement ou occasionnellement ?
- 16) Comment se fait la répartition des revenus si vous êtes en association ?
- 17) Que faites-vous des fonds générés par cette activité ?
- 18) Ces fonds vous permettent-ils de faire face à des exigences en période scolaire ?
- 19) Quelles sont ces exigences ?
- 20) Faites-vous une épargne d'une partie des fonds ?
- 21) Dans quel but épargnez-vous ?

## TABLE DES MATIERES

|   |           |
|---|-----------|
| SOMMAIRE .....  | 3         |
| DÉDICACE.....   | 4         |
| REMERCIEMENTS.....  | 5         |
| LISTE DES CYGLES ET ACRONYMES.....                              | 6         |
| LISTE DES TABLEAUX.....   | 7         |
| RÉSUMÉ.....   | 8         |
| ABSTRACT.....   | 9         |
| INTRODUCTION.....   | 10        |
| <u>Première partie</u> : CADRE THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE..... | <b>13</b> |
| Chapitre I : CADRE THÉORIQUE.....                               | 14        |
| I-Contexte et justification de l'étude.....                     | 14        |
| 1-Contexte de l'étude.....                                      | 14        |
| 2-Justification du choix de l'étude.....                        | 15        |
| 2.1-Intérêt personnel.....                                      | 15        |
| 2.2-Intérêt social.....   | 16        |
| 2.3-Intérêt scientifique .....                                  | 16        |
| II-Approche conceptuelle.....                                   | 17        |
| 1-Concept de résilience.....                                    | 17        |
| 2-Concept de l'auto-emploi.....                                 | 20        |
| 3-Concept de dépense scolaire.....                              | 23        |
| 4-Concept de jeune.....   | 24        |

|   |    |
|---|----|
| III-La problématique de l'étude.....  | 26 |
| 1-Problème de recherche.....  | 30 |
| 1.1-Problème empirique.....   | 30 |
| 1.2-Problème sociologique.....  | 30 |
| 2-Les questions de recherche.....   | 30 |
| 2.1-Question centrale de recherche.....   | 30 |
| 2.2-Questions subsidiaire de recherche.....   | 30 |
| IV-La revue critique de la littérature .....  | 31 |
| 1-Contexte politique et socioéconomique de l'entrepreneuriat jeune.....               | 31 |
| 2-L'ambition personnelle, un élément explicatif de l'auto-emploi chez les jeunes..... | 35 |
| 3-Cadre théorique de référence.....   | 37 |
| 3.1-Perspective théorique : la théorie de la résilience.....                          | 37 |
| 4-Les objectifs de l'étude.....   | 41 |
| 4.1-Objectif général de l'étude.....  | 41 |
| 4.2-Objectifs spécifiques de l'étude.....   | 41 |
| 5-Hypothèse de l'étude.....   | 41 |
| Chapitre II : CADRE MÉTHODOLOGIQUE DE L'ÉTUDE.....                                    | 46 |
| I-Délimitation du champ de l'étude.....   | 46 |
| 1-Champ géographique de l'étude.....  | 46 |
| 2-Champ social de l'étude.....  | 46 |
| II-Les techniques et outils de collectes de données.....                              | 47 |
| 1-Les techniques de collectes de données.....   | 47 |



|   |    |
|---|----|
| 1.1-La technique documentaire.....  | 48 |
| 1.2-L'enquête exploratoire.....   | 48 |
| 1.3-La technique d'entretien.....   | 49 |
| 1.4-L'échantillonnage.....  | 49 |
| 2-Les outils de collecte de données.....  | 51 |
| 2.1-Le guide d'entretien.....   | 52 |
| 2.2-L'observation.....  | 52 |
| 3-Les stratégies de collecte de données.....  | 52 |
| 3.1-Le déroulement de l'enquête.....  | 53 |
| 4-Les méthodes d'analyse des données.....   | 53 |
| 4.1-L'analyse de contenu.....   | 53 |
| 5-Les conditions sociales de l'enquête.....   | 54 |
| <u>Deuxième partie</u> : PRÉSENTATION DU TERRAIN DE L'ÉTUDE.....  | 56 |
| Chapitre III : Présentation du terrain de l'étude.....  | 57 |
| 1-Historique de la ville de Diégonéfla.....   | 57 |
| 2-Champ géographique de l'étude.....  | 57 |
| 3-Champ social de l'étude.....  | 58 |
| <u>Troisième partie</u> : LES RÉSULTATS DE L'ÉTUDE.....   | 60 |
| Chapitre IV : Les représentations sociales que se font les élèves des dépenses scolaires et de l'école..... | 61 |
| I- Les représentations sociales liées aux dépenses scolaires .....  | 61 |
| 1- Les dépenses scolaires comme une charge économique contraignante.....                                    | 61 |

|  |           |
|--|-----------|
| 2-Les dépenses scolaires comme une responsabilité personnelles des parents.....  | 62        |
| II- Les représentations sociales liées à l'école.....  | 63        |
| 1-L'école comme facteur contribuant à l'échec et à l'exclusion des élèves à travers l'absence de ressource économique..... | 63        |
| 2-L'école comme une source d'investissement non rentable.....  | 65        |
| Chapitre V : Les pratiques développées par les élèves dans l'auto-emploi.....  | 68        |
| I-Les pratiques liées aux activités commerciales.....  | 68        |
| 1-l'activité de taxi-moto.....   | 68        |
| 2-L'activité de l'aide maçon.....  | 70        |
| II-Les pratiques liées aux travaux des champs.....   | 72        |
| 1-Les pratiques liées au nettoyage des champs.....   | 72        |
| 2-Les pratiques liées à la production de manioc.....   | 74        |
| Chapitre VI : Les implications sociales liées à ces pratiques.....   | 76        |
| I-L' usage des fonds générés à des fins personnelles.....  | 76        |
| 1-Investissement dans les biens matériels.....   | 76        |
| 2- Investissement au niveau du divertissement.....   | 77        |
| II- Investissements dans la création d'autres activités.....   | 78        |
| 1-L'investissement dans le domaine agricole à travers la création de plantation.....                                       | 78        |
| 2- Investissement dans le domaine du transport.....  | 78        |
| CONCLUSION.....  | <b>81</b> |
| BIBLIOGRAPHIE.....   | 82        |
| ANNEXE.....  | 86        |
| TABLE DES MATIERES.....  | 87        |

